La fin de la Préhistoire

Mao Tse-tung en 1931 : Les « campagnes d'extermination » de Chiang Kaï-shek contre le soviet du Kiangsi commencent. La stratégie de la guerre révolutionnaire va bientôt faire ses preuves. (*Nym Wales*)

Le Sud

Freddy Malot – avril 1992

*"**La plupart des hommes de la terre sont de couleur. Une foi dans l'humanité signifie une foi dans les hommes de couleur. Le monde de demain sera ce que les hommes de couleur le feront**".*

Dr Du Bois, père du Pan-africanisme, *Le Nègre*, 1915

Le Sud et l'Ouest

Rétrospectivement, il apparaît nettement que la destinée de l'Ouest (l'Occident), depuis le "miracle grec", décida finalement du sort général de l'humanité. C'est donc à juste titre au sein même des conditions occidentales qu'il nous faut rechercher la clef des problèmes particuliers qui se posent aujourd'hui au Sud (Tiers-Monde). Il en sera d'ailleurs de même en ce qui concerne les problèmes de l'Est (pays communistes). En fait, il n'y a qu'un seul et unique problème mondial, dont le cœur est à l'Ouest.

Une telle perspective "euro-centriste" des problèmes appelle cependant quelques précisions, faute de quoi elle aboutirait à un dogmatisme stérile.

———————

• Aux époques rurales – antique et gothique –, l'Ouest désigne successivement deux choses différentes. Dans un premier temps, ce fut l'aire maritime désignant la Méditerranée orientale, de part et d'autre du promontoire grec, de Rome à Constantinople, et de Carthage à Alexandrie. Dans un deuxième temps, ce fut la région continentale déployée de part et d'autre du Rhin.

En outre, à ces époques rurales, à la civilisation de l'Ouest s'ajoutait d'autres foyers civilisés : notre antiquité illustrée par l'Hellénisme a pour rivale l'antiquité orientale illustrée par le Confucianisme ; et à l'époque occidentale gothique, non seulement le mouvement civilisé chinois se poursuit, mais les deux contrées parviennent alors à se toucher de manière permanente, d'une part par le rayonnement Orthodoxe des Slaves au nord, d'autre part par le rayonnement de l'Islam arabe au sud.

• Ce ne fut véritablement qu'à l'époque moderne – après 1450 – que l'Occident pesa de manière décisive sur le sort du monde. Mais alors l'Ouest désigne l'ensemble des deux rives de l'Atlantique, et d'abord le monde "anglo-saxon".

———————

Relativement au problème actuel du Sud, c'est la question spécifique de l'impérialisme colonial de l'Occident à l'époque Contemporaine qui est visée. De nouvelles précisions s'imposent.

1- Il ne faut pas oublier que la colonisation fait partie intégrante du développement civilisé en général. C'est bien pourquoi, aux époques rurales, les Chinois, les Russes et les Arabes eurent, au même titre que les Romains et les Francs, leur propre "épopée" coloniale, jouant un rôle progressif analogue.

2- Chaque étape civilisée – antique, gothique et moderne – s'est achevée par une crise aiguë, prolongée par une période de décadence. Alors, au développement civilisateur proprement dit – colonial y compris – fait suite un stade "impérialiste" propre à chaque période, stade de décomposition sociale et de régression réellement "barbare". Ici, en même temps que les relations civiles internes s'enveniment jusqu'à la guerre sociale, les relations politiques entre États civilisés dégénèrent en conflits suicidaires et, enfin, les

relations publiques du “droit des gens” pur, concernant les “sauvages”, tournent à la ruée pour une domination coloniale purement prédatrice.

3- L’époque Moderne, s’ouvrant après 1450, se distingue entre toutes, comme le sommet du développement civilisé. Luther, Copernic, Paracelse, Machiavel, Vinci, Shakespeare, Vasco de Gama inaugurent cette époque. En même temps naissent : la banque, la poudre à canon, la caravelle de haute mer, la boussole, le moulin à vent, l’horloge, la bielle-manivelle, la lunette, l’imprimerie, etc.

L’époque moderne voit se développer la plus vaste entreprise de colonisation civilisatrice de l’histoire, correspondant à l’avènement du marché mondial. D’Est en Ouest, d’un pôle à l’autre, les régions les plus reculées et désertes, les peuples restés sous domination coloniale rurale jusqu’à ceux restés à l’âge de la pierre, entrent en contact avec la civilisation moderne.

4- Le monde Moderne se trouve dans l’impasse et la crise vers 1850. Alors s’ouvre l’époque Contemporaine, époque de la décadence de la civilisation dans son ensemble. À ce moment, l’impérialisme, dans son expression de domination coloniale barbare, prend une forme violente, systématique, planétaire, “définitive”, absolument sans précédent. La réaction colonialiste est en réalité à la mesure même de l’écart inégalé de développement qui se présente alors entre les pays développés et les pays arriérés. L’orgie coloniale se déchaîne en effet par les moyens de la marine à vapeur et de la mitrailleuse.

La “grande époque” de domination coloniale contemporaine, ouverte par le second Empire, est définie le plus précisément par le ministre de la Marine de Napoléon III, Justin Chasseloup-Laubat : *“Il ne s’agira pas de fonder une colonie telle que nos pères l’entendaient, avec des colons d’Europe ; c’est un véritable empire qu’il faut créer, une sorte de suzeraineté, avec un établissement formidable”*. Ceci fut fait, selon la méthode Faidherbe, avec l’artillerie, les transports à vapeur, et l’enrôlement de tirailleurs et spahis indigènes. La technique est avouée à la même époque par l’amiral Dupetit-Thouars : *“procéder avec brutalité, briser, défoncer tout, comme on a fait en Chine”*.

C’est encore à cette époque que la colonie est associée à l’épuration sociale à grande échelle en métropole, et visant des “blancs” cette fois. On découvre ainsi que la Nouvelle-Calédonie possède “l’étendue” requise, répondant aux “vues du gouvernement sur le régime pénitentiaire”. Les “déportés” rouges peupleront donc les bagnes d’Algérie, de Guyane et de Nouméa.

En résumé deux points importent :

1- Une définition précise du Sud – autrement dit le Tiers-Monde –, de ce que l’Occident décadent désigne de façon sinistre “P.E.D.” (pays en voie de développement) s’impose.

Il s’agit de cette partie de l’humanité qui s’est trouvée emportée dans l’enfer de la domination coloniale contemporaine. Par suite ici, contrairement aux pays de l’Est où la lutte anti-féodale prima finalement sur la lutte anti-impérialiste, les deux aspects se trouvèrent inversés, la lutte de “libération nationale” devenant la condition de la “modernisation” !

La zone frappée par le cauchemar de la domination coloniale contemporaine – simple expression particulière de la décadence civilisée générale – n'a évidemment rien à voir avec la couleur de peau des "indigènes". Cette zone correspond aux peuples largement restés à l'écart de l'influence de la civilisation rurale (esclavage productif et servage) ou dominés par cette dernière. Par suite, cette vaste contrée du Sud restait fortement empreinte des rapports encore primitifs (asiates et tribaux). La "frontière" de l'aire coloniale coïncide pour cela, plus ou moins, avec celle dont les populations autochtones ont vu leurs langues vernaculaires exclusivement parlées, supplantées par les langues européennes modernes. D'où les colonies anglophones, francophones, etc.

2- L'histoire et la nature de ce qu'on appelle "colonisation" réclament la distinction la plus nette suivante :

• Lever la confusion entretenue entre la colonisation civilisatrice et le colonialisme au sens strict d'oppression impérialiste ;

• Dévoiler l'intimité fondamentale existant entre la domination coloniale contemporaine et la "décolonisation" dont on cherche à la dissocier, alors qu'elle n'en est que la forme la plus cynique et brutale, dont le véritable nom est celui de néo-colonialisme.

———————

Les deux colonisations

La colonisation civilisatrice moderne (1540-1860)

Pour ceux qui n'ont pas compris que la "civilisation" appartient à la préhistoire, l'idée d'une colonisation civilisatrice ne peut qu'être scandaleuse. Ces "belles âmes" impuissantes sont excusables dans la mesure où leur sentimentalisme est un désaveu des pures monstruosités engendrées par la civilisation en crise depuis 1850. Cependant, ce n'est pas avec du moralisme qu'on peut résoudre le problème de la décadence de la civilisation.

La colonisation moderne civilisatrice, celles des Comptoirs et colonies de peuplement (1540-1860) ne fut certes pas tendre pour les "naturels", mais l'instauration parallèle et laborieuse, en Europe, de la "liberté du travail", ne fut pas non plus commandée par le philanthropisme. Reste que le mouvement d'ensemble, aboutissant **à imposer à l'échelle mondiale la "loi du marché"**, fut indiscutablement civilisateur, au sens positif du terme.

———————

1- Mexique et Andes

La conquête des Espagnols trouva 35 millions d'habitants dans les empires **asiates** du Mexique et des Andes, en **1520**, dont plus de 80 % avaient péri 50 ans plus tard. Mais il faut noter que la plus grande part de l'hécatombe fut causée par des épidémies de maladies "européennes" et que le reste fut le fait du sadisme de conquérants appartenant à une **féodalité** à l'agonie, ne visant que la rapine pure et simple ; c'est ce qui distinguera fortement les découvreurs portugais commerçants des reîtres espagnols. Enfin, soulignons que les empires précolombiens étaient eux-mêmes "usés" de leur côté, de telle manière qu'il suffit de 200 soldats pour réduire l'empire inca. D'ailleurs, l'archaïsme espagnol fut aussi l'occasion de la seule "réussite" d'une utopie réactionnaire à l'aube du nouvel âge moderne, celle des "réductions" des Guaranis du Paraguay.

2- Peaux-Rouges

C'est un fait que l'extermination des **"Peaux-Rouges"** de l'Amérique du Nord, qui étaient plusieurs millions en 1700, fit qu'ils se retrouvèrent au nombre de 250 000 en 1900, expirant dans les "réserves". Seulement, eux aussi furent pour une part décimés par la variole, la rougeole et le choléra ; et surtout, il y a le fait capital des massacres, directs ou indirects (la famine et les guerres intestines induites par l'invasion), qui se développèrent violemment **après 1850** seulement, dans la "ruée vers l'or" de Californie, puis par la prise en main des mines par les grandes sociétés capitalistes ; ce fut l'œuvre de la **"nouvelle féodalité"** financière, caractéristique du déclin civilisé.

3- Traite

Ceci nous mène à un dernier point : celui du "trafic de la honte", de la **Traite** "triangulaire" des Noirs. Ce convoyage du "bois d'ébène" livra, en quatre siècles (1450-1850), environ 10 millions de Noirs aux mines et plantations du nouveau monde. Ce commerce, lui, est tout à fait inséparable de l'époque du progrès bourgeois des Temps Modernes et en souligne tout à fait le côté préhistorique, de même que les "galères du roi" et le supplice de la "roue" qui attendaient "faux-sauniers" et Camisards durant le Grand siècle chez le roi-soleil.

La Traite commence vraiment après 1650 quand les colons américains instituent l'esclavage à vie des serviteurs noirs. Cependant, ce trafic est stigmatisé par Jefferson, dans sa Déclaration d'Indépendance, comme "l'opprobre des puissances infidèles", "une guerre cruelle faite à la nature humaine elle-même", dont se rend coupable "le roi de la Grande-Bretagne". D'ailleurs, en 1790, il n'y a pas 90 000 esclaves dans l'union américaine, et le Massachusetts abolit l'esclavage en 1793. Les beaux jours du système sont la période **1830-1860**, âge d'or du coton "sudiste" : pendant ces trente ans, 750 000 esclaves sont importés, ce qui amène leur nombre total à 4 millions, 1 esclave sur 2 appartenant à 25 000 familles qui en possèdent de 20 à 50 chacune, et 3000 familles ayant un cheptel humain dépassant 100 esclaves.

À la même époque, la situation n'était guère plus enviable pour les ouvriers "pauvres valides" de Londres, conduits dans des Workhouses pourtant réformés depuis 1834 : *"La séparation des sexes et des âges…, la perte de la liberté et la séparation des familles sont en Angleterre le prix de la charité… Leur nourriture doit être inférieure en quantité et en qualité à celle des travailleurs libres ; elle se compose presque exclusivement de bouillie d'avoine, de légumes et d'eau. De plus les "détenus" du workhouse sont astreints à l'uniformité du costume"* (E. Buret – 1840, I/ch. 5).

Dans leur politique de colonisation civilisatrice, c'est-à-dire où l'idée d'"assimilation" restait dominante, les esclavagistes du Sud de l'Union américaine recouraient simplement à la méthode fruste qui correspondait à l'esprit régnant à l'aube des Temps Modernes : c'était l'esprit "anglican", qui eut son pendant dans l'esprit "gallican" des Antilles françaises.

Le sort des esclaves des plantations de coton et de canne à sucre n'était pas inférieur sous tous les rapports à celui de nos "O.S." actuels, cette "ressource humaine" exploitée "scientifiquement" par les soins de "chefs d'ateliers" tayloriens, appuyés de "chronos" diligents, dans des usines branchées directement sur une caserne proche de C.R.S. qui veille également sur la "cité-dortoir" qui en est le complément.

Les "abolitionnistes" de 1775 (précédant ceux de 1840), qui eurent "le bon sens et le bon goût" de censurer la *"violente diatribe contenue dans la version de Jefferson et la Déclaration d'Indépendance"* qui flétrissait l'esclavage, étaient justifiés par le fait que *"les bons frères du Nord s'étaient aussi sentis un peu atteints par ces attaques contre l'esclavage ; car bien qu'ils fussent eux-mêmes possesseurs d'un petit nombre de nègres, ils avaient été souvent les pourvoyeurs des autres colonies"* (Jefferson – Autobiographie).

En définitive, le point de vue réellement critique ne peut soutenir un mièvre “anti-colonialisme” de gauche qui s’incline devant l’esprit borné du petit fonctionnaire ou du métayer et laisse le champ libre au néo-colonialisme “wilsonien” que nous rencontrerons bientôt. Le colon, en tant que “pionnier”, incarne les deux aspects de la civilisation : d’un côté, il illustre l’“égoïsme” et la brutalité du “propriétaire” ; de l’autre côté il s’affirme “entreprenant” à l’extrême, allant au-devant de toute épreuve, en même temps que “sans patrie”, proclamant que “le soleil brille pour tout le monde”. La civilisation s’identifie à ce point au “colon” qu’elle naît en même temps que Cadmus, le fondateur de villes, et l’épopée homérique. Le point où la civilisation se transforme en “colonialisme” est celui-là même où la civilisation se transforme en barbarie, où l’objectif de l’“assimilation” se trouve radicalement éliminé pour faire place aux formules hypocrites et perverses de l’“association”.

———————

La domination colonialiste contemporaine (1850-19…)

Le colonialisme au sens péjoratif actuel du terme, c'est-à-dire anti-civilisateur, substitue à la perspective d'assimilation, de "melting pot", celle de domination unilatérale des 3/4 de la planète, domination habilement camouflée dans des formules successives baptisées du nom d'"association".

La conversion de l'Occident au colonialisme peut être datée de la défaite du prolétariat moderne dans l'Europe de 1848. Le colonialisme fut à son tour un instrument essentiel de corruption de "l'aristocratie ouvrière", de mise au pas des masses emportées dans le tourbillon du salariat, de gestion de la "question sociale" en Occident.

Dès lors, **le destin** des peuples arriérés était tracé. Gare, tout spécialement, aux populations occupant un territoire : primo, dont le sous-sol renferme des richesses convoitées (Congo, Algérie…) ; secundo, ayant une position "stratégique", c'est-à-dire ayant valeur d'"escales" militaro-commerciales (Suez, Panama, les Détroits, Chypre…) ; ou bien, ayant les deux caractéristiques à la fois (Afrique du Sud, Irak…).

A. Eden évoque les préoccupations de l'Empire britannique dans sa négociation avec les Russes en 1956 : "l'importance stratégique de l'Irak, et aussi le contrôle d'une production considérable de pétrole. Je dis aux Russes que la fourniture ininterrompue de pétrole était vitale. Si j'insiste avec tant de véhémence, ajoutai-je, c'est parce que nous nous battrions pour le pétrole".

Le malheur ne peut donc que s'abattre sur les contrées "avantagées" du Tiers-Monde. Quant aux régions "déshéritées", elles sont seulement vouées à la mort lente, à fournir des "émigrés clandestins" peuplant les bidonvilles, et à servir de "décharges" pour les immondices que déverse la "croissance".

Dans tous les cas, le sort du Tiers-Monde est déterminé, non par les "atouts" intrinsèques de ces pays, mais pour l'enjeu extérieur qu'ils représentent pour les pays "développés".

La domination colonialiste est passée par trois grandes étapes : celle des "Possessions" impériales, celle des "Dominions", et celle des "Indépendances".

1- Les possessions

C'est la reproduction de l'esclavagisme antique, appliqué par le capitalisme à des pays en tant que tels. Cette forme est caractéristique de la 3ème République, époque où les métropoles sont livrées à la corruption parlementaire.

Le système consiste dans l'administration coloniale par des Gouverneurs, type A.O.F. À ce premier stade, on prétend pratiquer l'"association" par la simple vertu de l'assujettissement, au nom de la suppression des luttes inter-ethniques, du brigandage et des razzias des nomades, de l'esclavage domestique et de la "paresse" des indigènes. On prétend en même temps faire la chasse au cannibalisme, à la polygamie et à la sorcellerie.

Le système de la "Possession" coloniale eut sa meilleure illustration en *"Afrique que les Français appellent le musée vivant"* (Padmore). Elle répondait au principe du fameux bâtisseur d'Empire, le "libéral" ennemi mortel des Boers, Cecil Rhodes (1853-1902), disant : *"Si vous voulez éviter la guerre civile (en Europe), il vous faut devenir impérialiste"*.

Par suite se trouve fixée la "mission sacrée de civilisation" des Européens envers leurs "protégés" et "fidèles sujets" collectifs : *"les races supérieures mettent en valeur des pays neufs occupés par des peuplades primitives, dans l'intérêt national"* de la métropole (1910). G. Hardy, directeur de l'École Coloniale française donne le programme de cet apostolat :

"Les populations dont les destinées nous sont remises n'étaient pas de vrais "peuples" ; victimes de la géographie et de l'histoire, elles étaient en proie aux convoitises des voisins, écrasées par la tyrannie des dynasties indigènes ou d'aventuriers féroces, menacées de disparition par toutes sortes d'infériorités. La colonisation les a sauvées".

"Les indigènes vivent dans des conditions toutes proches de l'animalité, sont incapables de comprendre nos intentions et de se prêter à notre désir de progrès".

Il faut donc opérer de la manière suivante : d'abord "dompter" ces indigènes, puis les "apprivoiser"…

"Le premier devoir d'une nation colonisatrice est de faire régner l'ordre. De vieux indigènes célèbrent ce bienfait de la France, qui a fait cesser les guerres entre tribus, les vendettas héréditaires, les razzias". Ceci s'obtient par une "pacification" persévérante. Ensuite, "les populations coloniales nous demandent de corriger leur justice traditionnelle, barbare et vénale". Alors, on ne doit pas être surpris que les indigènes "acceptent joyeusement" leur "sujétion" par la "puissance tutélaire".

"L'organisation de l'enseignement des indigènes est une œuvre des plus délicates : souvent elle forme des déclassés, des dévoyés, hostiles à la fois à leurs congénères et aux Européens ; mais c'est un mal qu'on ne peut éviter, (vue la nécessité) de fournir à la colonisation un nombre considérable d'auxiliaires indigènes". Le but peut être atteint "au prix de quelques précautions".

"Les mouvements d'indépendance n'expriment que l'opinion d'une minorité turbulente et intéressée, et la masse des indigènes a besoin d'être protégée contre eux".

L'œuvre "délicate" de civilisation est menée en combinant la domination des administrateurs coloniaux avec le système de gouvernement par "chefferie" élevé au statut de système rationnel, sous le nom d'administration indigène. En fait, il s'agit de cultiver les aspects réactionnaires primitifs et de retarder au maximum la modernisation (libéralisme et industrialisation). Ainsi, sous une forme domestique et pervertie, sont annexés à la domination coloniale : l'organisation en tribu, le système collectiviste de tenure de la terre et les formes communautaires de main-d'œuvre villageoise en même temps que les mœurs et coutumes traditionalistes (marabouts…). Ainsi est perpétué et aggravé l'état abject de pauvreté, d'ignorance, de maladie, sont attisées les divisions locales, est aiguisée l'arrogance raciale.

2- Les dominions

C'est la reproduction du servage féodal, appliqué par le capitalisme à des pays en tant que tels. Cette forme est caractéristique des "colonies blanches" de l'Empire britannique.

Le système consiste dans la solution bâtarde de l'"autonomie interne" assurée par une assemblée consultative locale domestiquant les "élites" ou "évolués" indigènes, au sein de l'Empire, modèle "rhodésien", surtout à l'œuvre dans l'"entre-deux-guerres". A. Eden définit la politique du "dominion" : *"Dans l'Empire, amener les populations à se gouverner elles-mêmes"*. M. Déat précise : en *"Angleterre, le libre-échangisme est réservé au cadre du Commonwealth"* (Mémoires). Bref, c'est "l'autonomie" admirablement adaptée à la "maîtresse des mers" dirigeant le plus grand empire du monde à partir de la City.

Le Dominion, ou colonisation par l'"autonomie" consiste dans des "concessions politiques assorties de garanties dans le domaine économique, laissant aux tuteurs la réalité du pouvoir". C'est "la mise en marche de Partnership. Peu de blancs peuvent envisager un monde dans lequel ils ne font pas valser les gens de couleur" (Padmore). En fait, on passe à l'association officielle des "gros colons" avec les "élites" soigneusement sélectionnées en Métropole, les "been to". C'est le colonialisme "paternaliste" proprement dit, la "souveraineté" impériale.

L'entre-deux-guerres fut l'époque glorieuse du système, où furent à la mode les "autonomies internes", les "protectorats" et "mandats". Le protectorat, forme "hardie" de l'autonomie, se définit sans ambages comme "l'État protégé", la "Domination sans annexion".

En réalité, la méthode britannique ne fut qu'une voie bâtarde, adaptée aux "colonies blanches" du type Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud. C'est d'ailleurs le Canada qui inaugura le "dominion" (1867). On l'adapta ultérieurement aux Possessions proprement dites, comme technique de *"l'autodétermination par voie constitutionnelle échelonnée, transmettre l'autorité aux leaders élus étant le rempart contre le communisme"*.

La mutation de la Possession à l'Autonomie (Dominion) s'était dessinée, suite au carnage de la Grande Guerre : "Les ressources, la main d'œuvre, les combattants de l'Asie et l'Afrique avaient pesé d'un grand poids sur l'issue de la guerre". "Nous pouvons nous demander avec quelque angoisse ce que nous serions devenus si nous n'avions pas eu cet énorme réservoir (colonial) dans lequel nous avons pu si largement puiser" (H. Simon, ministre des Colonies).

Dès 1912, l'"armée noire" du colonel Mangin avait été décrétée. Sur 164 000 Tirailleurs recrutés au Sénégal et au Soudan, il y eut quelques 25 000 "morts pour la France" sans compter les innombrables "disparus" ; soit probablement 20 % de pertes (Suret-Canale). Cette "chair à canon" coloniale fut largement employée comme troupes "sacrifiées" en 1917, là où les "poilus" français commençaient à refuser de marcher.

Au total, 700 000 hommes, maghrébins, noirs d'Afrique, malgaches et annamites ont fait campagne, outre 240 000 travailleurs mobilisés dans les usines de guerre et l'agriculture. Les troupes indigènes furent intelligemment utilisées à d'autres tâches : être portées dans d'autres parties de l'Empire que leur lieu d'origine respectif, pour "maintenir

dans l'obéissance" les naturels de l'endroit ; et *"les troupes indigènes ont permis la conquête des colonies allemandes d'Afrique"* (G. Hardy).

La Métropole n'eut, en définitive, qu'à se réjouir de sa politique : "les populations soumises et pacifiées demeurèrent admirablement fidèles, se prêtaient de bonne humeur à la collaboration, sont venues au secours de la métropole avec un empressement vraiment émouvant" (G. Hardy).

Il n'y avait eu qu'à faire quelques "promesses" politiques d'exception aux survivants : une citoyenneté personnelle conditionnelle et des emplois réservés. Décidément, la France était très allergique à la formule du Dominion.

3- Les indépendances

C'est la reproduction du salariat moderne, appliqué par le capitalisme à des pays en tant que tels. Cette forme est caractéristique de l'"anticolonialisme" à l'américaine, qui prétend fonder son hégémonie en ne s'appuyant que sur le Dollar et la C.I.A.

La méthode du colonialisme par le moyen de l'"autodétermination" avait été préconisée par Wilson, se prévalant de l'exemple philippin dès 1913, et ouvertement affichée dans les "14 points" de 1918. Elle ne devint pleinement d'actualité qu'à la faveur du second conflit mondial. À ce moment, l'occasion était devenue réellement rêvée d'"aider" les *"peuples dont les liens de fait avec leur métropole avaient été rompus, à la suite de la guerre"* (H. Grimal). Ceci visait avant tout les empires français et anglais, dont les gouvernements se trouvaient simultanément gratifiés du "crédit-bail", en attendant le "plan Marshall". Roosevelt, dès 1941, précise les "buts de guerre" de l'Amérique : il dénonce la *"politique coloniale rétrograde"*, prêche *"l'égalité entre les peuples"*, exige d'*"ouvrir à tous les États l'accès aux matières premières du monde"* (Charte de l'Atlantique). En 1942, le message est réitéré : *"L'ère de l'impérialisme est terminée. Le droit des peuples à l'indépendance doit être reconnu"*. La propagande américaine enfonce le clou : *"Aucune nation n'a le droit de subjuguer d'autres peuples"*, il faut *"abattre les vieilles barrières qui empêchaient la circulation des produits à travers toute la terre"*. Les sauveurs de la Démocratie avaient grand souci de l'après-guerre : *"le gigantesque développement industriel (des U.S.A., dopés par la guerre elle-même) exigerait, le moment venu, des marchés de vente et des fournisseurs de matières premières"* (H. Grimal).

Les événements, depuis la guerre du Vietnam, nous font oublier que la "décolonisation" fut une entreprise essentiellement américaine. Encore en 1956, à propos de la crise de Suez, le secrétaire d'État Dulles proclamait : *"On ne peut attendre des États-Unis qu'ils s'identifient à 100 %* (!) *aux puissances coloniales. Il y a, je l'admets, des divergences d'attitude. Le passage du colonialisme à l'indépendance se poursuivra. La tâche des Nations Unies* (!) *est de veiller à ce que le processus se développe de manière constructive* (!)*, sans processus violent"*. A. Eden confirme le phénomène : *"Les fréquentes divergences sur le colonialisme ont constitué un problème permanent dans les relations anglo-américaines"*. Il y ajoute une splendide définition du colonialisme : *"Le point de vue des États-Unis a tendance à différer du nôtre. Selon eux, il n'y a aucun mal à investir des capitaux et à en retirer des bénéfices substantiels, les sociétés américaines n'ayant aucune responsabilité dans l'administration du pays"*. Et Eden maintient les prétentions de la

formule anglaise du “dominion”, c’est-à-dire de l’autonomie dans le cadre de la chasse-gardée, ce qu’il présente comme la *“conception fiduciaire des responsabilités de l’Empire britannique envers ses territoires coloniaux”*. Déjà M. Déat, en 1928, caractérisait très bien la technique yankee : *“L’Amérique politiquement absente, mais économiquement partout présente : c’est sa manière à elle de faire de la politique”*.

Quelle aubaine, d’ailleurs, pour l’Amérique suréquipée à la faveur de la guerre, que l’ouverture du marché universel des “jeunes nations”, que l’on n’aura à traiter que comme de pures “clientèles” formant des “pays” fictifs ! En tout premier lieu, il faudra fournir l’intégralité de leur équipement “politique”, c’est-à-dire les envahir de “conseillers techniques” et de matériel pour constituer des “armées” nationales dont le rôle devra être strictement limité à celui de policiers locaux. Avec cela iront les concessions de bases militaires et la série infinie de “préférences” économiques.

La puissance décisive des capitaux devra seulement s’accompagner de quelques précautions politiques. En premier lieu, il faudrait préconiser le soutien des “indépendances” sous la forme de “royaumes” absolument artificiels, qu’il s’agisse de la représentativité intérieure ou de la délimitation géographique. Il suffit pour cela de cueillir les fruits mûris par les vieilles dominations européennes : découpages “au cordeau” et “évolués” de la veille. Ainsi seront assurées les tensions sociales internes et les rivalités “nationales”.

L’autre précaution pour que s’opère une décolonisation “constructive”, c’est de bien mener la croisade contre la “subversion communiste”. Ceci se fera dans l’esprit du “Réarmement Moral” (M.R.A.) de l’américano-suisse F. Buchman : *“dans les pays qui sont au seuil de l’autonomie, empêcher l’infiltration des communistes à des postes où un loyalisme douteux pourrait être dangereux”*. Le but affiché est grandiloquent : *“Faire de l’Afrique ce que Lincoln a fait de l’Amérique”* ; les moyens sont d’une innocence désarmante : l’aspiration à la “Pureté absolue”, l’engagement dans “l’Amour absolu”, la pratique de “confesser ses péchés”…

En résumé la “décolonisation” à l’américaine signifiait :

• “Condamner” la colonie d’exploitation, au nom de la tradition “humanitariste” ;

• Comme toute influence “politique” ne peut être évitée, elle doit prendre la forme du “**trusteeship** international”. Ce serait *“l’O.N.U. qui aurait à assurer la responsabilité spéciale de tuteur chargé de préparer ces peuples à la liberté” ;*

• On professe la théorie de la seule action des “intérêts” économiques, visant, bien sûr, à “assurer le développement” des contrées arriérées.

La “décolonisation” à l’américaine ne s’est jamais privée de moyens auxiliaires de la plus grande violence, tels que l’organisation de complots, “coups d’État” locaux et même d’opération de “policé” ouvertement menées en déployant la “bannière étoilée”. Ceci n’a jamais été dédaigné pour conforter la *“propagande habile et soigneusement orchestrée à laquelle les institutions démocratiques s’adonnent si librement”* (E. Behr).

“Dès avant la fin de la guerre, considérant que la société nippone risquait fort de se désintégrer si l’on devait abolir le titre d’empereur”, Roosevelt se faisait du souci. À la capitulation du fascisme japonais, considérant que “le Japon était en Asie un rempart

contre le communisme", MacArthur glorifia "tous les services rendus aux alliés" par Hiro Hito, et les "engagements" américains furent respectés, proscrivant tout "Nuremberg asiatique", ceci étant qualifié d'"inqualifiable et déloyale chasse à l'empereur"... De même, les U.S.A imposèrent la création de l'État du "peuple élu" en Palestine (1948) gagnée par le massacre de Deir Yassin ; en même temps, qu'ils commanditaient l'application de l'"apartheid" en faveur du "Herrenvolk" en Afrique du Sud (1948).

La "décolonisation" s'effectua en deux grandes vagues : en Asie de 1945 à 1954, en Afrique de 1956 à 1963. Après la Guerre d'Algérie et l'indépendance du Ghana de Nkrumah (1957), elle était alors pratiquement achevée. Son point culminant peut être situé à la formation de l'"O.U.A." (Organisation de l'Unité Africaine) en 1963.

———————

Les nations-prolétaires

Le sommet de la “décolonisation” se situe vers 1960. Aujourd’hui, nous en sommes à recueillir les fruits de trente années d’“Indépendances”. Ces fruits ne sont autres que ceux du néo-colonialisme en crise. Au lieu du développement “national”, libéral et civilisateur, tel que l’Europe le connut durant les Temps Modernes, il s’avère que la “décolonisation” a enfanté l’océan des nations pour rire du Sud, proprement le monde des “nations-prolétaires”.

———————

“L’impérialisme de mendiants”

Il nous faut commencer par dissiper une ambiguïté concernant l’expression de “nation prolétaire”. C’est le fascisme italien qui lança la formule. Pour le Duce, il s’agissait simplement de la rancœur d’avoir été exclu du club des Puissances et, par suite, de l’ambition très scabreuse de se tailler un empire méditerranéen, en empiétant sur la chasse-gardée coloniale franco-britannique : Tunisie, Libye, outre l’Albanie.

———————

Au printemps 1914, le ministre des Affaires Étrangères allemand, von Yagow, informait l’ambassadeur de France à Berlin : “Les grandes puissances ont seules la force et les ressources qu’il faut pour la colonisation. Il faut que les petites puissances disparaissent ou gravitent dans l’orbite des grandes”. La Belgique, la Hollande, le Portugal, l’Italie étaient visés. Malgré les promesses contenues dans un traité secret de 1915 avec les Alliés, qu’elle aurait part au butin colonial, l’Italie fut laissée de côté à la fin de la Grande Guerre.

C’est alors que Mussolini prêche la “résistance aux nations riches”, “la guerre des pauvres, des déshérités, des prolétaires”. Et l’Italie se militarise pour arracher sa “place au soleil” impérialiste : “Il nous faut de l’air, de la terre, du charbon, des flots, le droit de nous répandre à travers le monde”. Il défie “les nations ploutocratiques”, “les trois richards qui, à Paris, ont dévoré l’univers”.

Dès l’origine, les chancelleries des Vainqueurs ne s’y trompèrent pas : l’argument “social” de Mussolini ne faisait que couvrir le ressentiment “national” de la Finance de la péninsule. Le seul aspect social de l’opération, c’est qu’à ce moment, les Conseils d’Usine s’étaient emparés de Turin, et la cité industrielle risquait de devenir *“le Pétrograd de la révolution prolétarienne en Italie”* (Gramsci). Sous cet aspect, les Puissances ne pouvaient que montrer, dans un premier temps, une “bienveillance active” pour l’“expérience corporative” du fascisme.

———————

Le fascisme italien fut simplement un “impérialisme de mendiants” (Lénine). Le thème de la “nation-prolétaire” doit être rapporté au contexte de l’accouchement tardif de l’unité nationale italienne. L’unité ne s’est réalisée qu’à la suite de l’écrasement du mouvement libéral-radical de Garibaldi-Mazzini. Elle fut un compromis bâtard entre, la Finance débile du Nord, les gros agrariens “aristocrates” du Sud et des Iles, et le “pouvoir temporel” du Pape, visant exclusivement la mise au pas du cœur même de la nation : les masses de paysans, boutiquiers et salariés. À partir de cette unité réactionnaire, s’explique la fuite en avant menant à l’exaspération “nationale”, sous la forme de revendications frénétiques portant sur les arrières coloniaux des Puissances.

Du même coup se trouve mis en lumière ce qui distingue le fascisme italien du “socialisme national” (nazisme) allemand. Chez Hitler, ce sont les prétentions directement industrielles du Reich qui entrent en conflit avec la Finance “démocratique”. Ainsi, le nazisme est amené à envisager l’affrontement avec les Métropoles mêmes du monde “libre”, et opte pour un “espace vital” continental.

———————

L'expression "nation-prolétaire", appliquée aux peuples du Sud ayant vécu 30 ans de néo-colonialisme, a de toute évidence une signification différente de celle que lui donnaient les harangues de Mussolini.

———————

Le “ménage collectif”

Nous prétendons établir l’enchaînement des points suivants :

1- Le Sud dans son ensemble se trouve dans une condition de soumission à la domination colonialiste de l’Ouest dans son ensemble. Il découle directement de ce fait que le Sud souffre d’un **déni total de droit à l’existence politique**.

2- La forme néo-colonialiste de la domination du Sud par l’Ouest s’exerce essentiellement par la contrainte économique, par l’action de la Finance et au moyen de la Dette, et rend la sujétion politique **à la fois radicale et perverse**, puisqu’elle se développe sous le couvert de la “décolonisation”.

3- Chacun des pays du Sud pris à part a, concernant les populations qu’il renferme, la simple **existence civile d’une famille collective**, géante, occupant une part du territoire qui forme la “campagne du monde”, l’Ouest faisant figure de “ville” collective à son égard.

4- Quant à la forme, chaque famille-peuple du Sud se trouve dans la condition d’autonomie civile de la **famille paysanne de l’Occident décadent**.

5- Quant au contenu, la condition de la famille-peuple du Sud est celle du **ménage pur et simple du salarié à l’Ouest**, exploité par l’oligarchie financière.

6- L’émigration à grande échelle des populations du Sud vers l’Ouest, n’est autre qu’un **exode rural planétaire** des paysans chassés du territoire qu’ils cultivent vers la ville expropriatrice.

1- Modernes et contemporains

L’épanouissement civilisé des Temps Modernes coïncide avec l’établissement et la consolidation du marché mondial. Arrivée à ce point, la civilisation, avec les seuls moyens de l’Argent et de l’État, parvient à forger complètement les conditions matérielles et le besoin spirituel de la constitution ultérieure d’une Nation Humaine unique, sous la forme de la République Sociale Universelle. Cette nécessité historique nouvelle s’affirmait, au sein même de l’ordre civilisé accompli, sous deux formes majeures et polaires, d’une part chez les “peuples policés” eux-mêmes, d’autre part dans les contrées “sauvages” offertes à la “découverte” universelle à ces derniers. Chez les peuples policés, la tendance à la Nation Humaine s’affirmait pour ainsi dire qualitativement, par le besoin créé de la Coopération générale devant se substituer à l’exploitation de l’homme par l’homme qui cessait d’être progressive. Dans les contrées sauvages, la tendance à la nation Humaine s’affirmait pour

ainsi dire quantitativement, par le besoin créé d'une fédération générale des peuples, devant se substituer à l'oppression politique. En effet, l'épanouissement moderne de la civilisation produit des effets complémentaires : d'un côté, les familles de propriétaires privés se ventilent en classes d'exploiteurs et d'exploités également "libres" juridiquement ; de l'autre côté, les patries d'États souverains se ventilent en territoires métropolitains et coloniaux également "indépendants" juridiquement. Le mouvement des Indépendances de la colonisation civilisatrice est illustré abondamment : Union Américaine (1776) ; Grande Colombie de Bolivar (1819) ; indépendance du Pérou de San Martin (1821) ; indépendance de la Grèce (1822) ; insurrection de Varsovie libérant la Pologne (1830) ; l'Égypte affranchie du Sultan par Méhémet-Ali (1841) ; fondation du Libéria (1847).

La crise finale de la civilisation, en 1848, posa de manière aiguë le problème de la succession de l'ordre Moderne et du passage progressif à la Nation Humaine dont il avait créé la nécessité à son insu.

Cependant, les forces préhistoriques coalisées, provisoirement renforcées, par les positions acquises depuis 25 siècles, ne voulurent retenir de l'Argent que l'Exploitation de l'homme par l'homme, et de l'État que l'Oppression politique. Ceci ouvrait l'époque Contemporaine de décadence civilisée qui s'est accentuée jusqu'à nos jours, malgré les mouvements héroïques pour s'en délivrer et constituer des points d'appui de la République sociale Universelle. L'établissement de la démocratie dictatoriale à l'Ouest et de la domination colonialiste au Sud furent les deux expressions saillantes de cette décadence civilisée.

Le néo-colonialisme est la forme ultime de la domination colonialiste exercée par la civilisation décadente contemporaine. C'est cet ordre, entièrement constitué il y a trente ans (1962), qui s'effondre aujourd'hui. Le néo-colonialisme se caractérise par l'"indépendance" accordée aux pays du Sud. De ce fait, les contrées du Sud cessent de se trouver sous la domination coloniale d'une Métropole particulière ; mais c'est pour devenir principalement la proie commune de l'Ouest décadent, par le simple effet de l'emploi de l'arme de la Finance parasitaire. Alors, les pays du Sud, rendus indépendants, sont simplement abandonnés à la violence de ce que l'on persiste à nommer le "marché mondial", alors que depuis 150 ans ledit marché mondial s'est mué toujours plus en pure piraterie mondiale. Finalement, le néo-colonialisme donne à l'Ouest tout entier la position de "ville du monde", tandis que le Sud tout entier apparaît comme la "campagne du monde".

La polarisation actuelle du genre humain, en une métropole unique représentée par l'Ouest décadent, et en une colonie unique représentée par les pays du Sud néo-colonisés, indique que la vieille tendance moderne vers une Nation Humaine unique, sous la forme de l'exigence d'une Fédération générale progressive, s'affirme aujourd'hui violemment, dans les conditions barbares de la décadence civilisée.

2- Domination collective

À toutes les époques de domination colonialiste que connut l'ère civilisée, le trait distinctif commun est que la relation entre Métropole et Colonie est purement et simplement assimilée à celle existant entre Humanité et Nature. Ainsi, la Colonie est-elle

conçue comme unité naturelle Territoire-Population, le territoire occupant l'aspect principal dans cette unité de deux contraires.

• Au territoire, qui se trouve sous la puissance politique totale de la métropole, il n'est accordé aucune "souveraineté" propre. Il est envisagé comme un fragment de la nature "vierge", virtuellement "inhabité", renfermant essentiellement des richesses agricoles-minières "vacantes", n'ayant aucun propriétaire privé connu.

• La Population, formée de "naturels", est jugée comme occupant le pays de façon tout à fait contingente, ce dernier pouvant aussi bien avoir été un "désert". S'il se trouve que le territoire est "habité", le pays se trouve simplement devoir être "pacifié", et les "peuplades" devoir être amenées à se soumettre.

Entre le maître métropolitain du territoire et les "indigènes" vus comme des "sauvages", il n'est envisagé aucune sorte de "prestations réciproques" possibles, même pas celles existant entre maîtres et esclaves en terre "civilisée", où l'esclave fait l'objet d'un investissement, et où la ration distribuée aux "instruments parlants" fait l'objet d'un calcul de rentabilité. Dans le cadre de la domination colonialiste, il en va tout autrement, le "droit de conquête" pur étant la règle. D'une part, s'emparer des ressources naturelles du territoire est l'essentiel. D'autre part, s'il se trouve que le territoire de la colonie est habité, l'on est amené à tirer parti de cette population, en lui faisant la charité de la pacotille et du rebut des moyens de consommation de la métropole, et en l'enrôlant dans le travail forcé direct ; mais ces deux opérations ne se présentent en aucune façon sous le jour de prestations réciproques, elles sont le simple fait de l'arbitraire du colon décadent, sans lien entre elles. Dans ce cas, les indigènes soumis ne sont même pas vus comme des instruments parlants ; leur sort est seulement comparable à celui de ces singes qui, selon le récit de Philostrate, se dressaient eux-mêmes par imitation à récolter le poivre pour les Hindous, et qu'il fallait simplement protéger avec des chiens, contre les attaques des lions avides de la chair des macaques comme médicament souverain (Apollonius de Tyane). Dans l'antiquité, les esclaves procurés par les rafles accompagnant les guerres étrangères connurent cette condition et formèrent un complément socialement délétère à l'esclavage fondé sur la plèbe asservie pour dettes.

Relativement à la domination colonialiste contemporaine et sa forme extrême qui est le néo-colonialisme frappant les pays du Sud, il ne faut surtout pas se laisser leurrer par les mots d'"État" ou de "Nation". Le caractère "collectif" de la domination qui s'exerce sur chaque territoire rassemblant des communautés autochtones ne se rattache ni de près ni de loin à l'existence d'un État quelconque au sens que la langue civilisée donne à ce mot, et encore moins à l'État moderne qui se nomme Nation. Vis-à-vis de l'Ouest dominant, et à l'inverse de ce qui se passe au sein de ce dernier, le Sud dominé vaut principalement comme Territoire qui entre "naturellement" dans son domaine, et les populations groupées en chacun des pays du Sud ne peuvent être considérées que comme une Famille collective agglomérée en un district de ce territoire général. C'est seulement à l'égard des uns et des autres, en tant que familles collectives séparées, que les pays du Sud se considèrent illusoirement comme des États.

La colonisation civilisatrice européenne, précédant 1850, a seulement pu accélérer, en certains endroits, la tendance préexistante à fondre les communautés locales pour entreprendre la formation d'un État Rural autonome et à se détacher ainsi d'un empire rural décadent, tel que l'empire turc. Face à la civilisation européenne épanouie, ce processus échoua cependant en général. Méhémet-Ali lui-même, fort du passé égyptien, ne put réussir en définitive. Abd el-Kader, en Algérie, échoua totalement, pris dans des contradictions trop fortes : d'une part le vestige d'autorité nominale du Sultan avec, à l'opposé, l'action vigoureuse engagé par l'Angleterre et la France pour assurer le commerce méditerranéen ; d'autre part, la domination locale des janissaires répartis en quatre beyliks, sous la prééminence du Dey d'Alger et, à l'opposé, l'hégémonie religieuse du Sultan du Maroc ; enfin, les divisions internes entre colonies de Kolouglis et tribus Makhzen alliées de la milice, et tribus arabes et kabyles incontrôlées.

Résumons-nous :

Jamais la domination colonialiste n'a atteint le degré de brutalité impitoyable qu'on lui connaît depuis la fameuse "décolonisation". Or, les officiels de tous bords, et les pleutres des "oppositions démocratiques" des pays du Sud au premier rang, font les autruches et jouent la comédie des "indépendances nationales", de l'aide au Tiers-Monde, du développement, et tutti quanti.

En fait, les "indépendances" n'ont rien à voir avec une évolution "nationale" quelconque, et même pas avec une évolution étatique au sens civilisé général. Elles ne sont que la forme extrême de l'exploitation de la campagne par la ville, avec cette seule différence que chaque pays du Sud fait figure, vis-à-vis de l'Ouest décadent, d'un seul lopin rural, renfermant une famille paysanne collective.

Pour les populations du Sud, les espoirs d'évolution étatique ou nationale n'ont existé que jusque vers 1850, lorsque la colonisation civilisatrice était une réalité. Cet espoir prenait la forme des colonies de "peuplement" européennes, suivies par une "assimilation" des populations autochtones. Et la suite de ce "bouturage" civilisé était le détachement ultérieur de la nation nouvelle de la métropole initiale.

Cette voie civilisée fut proscrite avec la crise et la décadence de l'Ouest. Dès lors, il ne fut plus question que de la domination unilatérale de simples Territoires ruraux offerts au pillage des métropoles de l'Ouest. Les "indépendances" finales indiquent seulement que la "contrainte extra-économique" marginale sur les occupants de ces territoires, les opérations de "pacification", sont devenues théoriquement sans objet, l'action spontanée de la Finance suffisant désormais pour opérer une razzia à grande échelle et accélérée des richesses naturelles du Sud.

———————

Le simple éventail de Familles collectives que constituent les populations occupant chaque pays du Sud doit être analysé plus précisément. Pour cela nous retiendrons deux choses :

• C'est le sort, élevé à l'échelle collective, des familles d'exploités de l'occident décadent, qui est fait à chaque peuple occupant un pays séparé du Sud ;

• La famille d'exploités de l'Ouest qui sert de modèle à la condition qui est faite à tout un peuple au Sud, est celle du "petit paysan" de la décadence ; celui-ci est en principe,

juridiquement, “autonome”, mais en fait, économiquement, ne peut jouir de son autonomie que pour s’exploiter lui-même, parfois plus sévèrement que ne l’est le salarié de la décadence, lequel ne détient plus, de la réalité familiale, que les débris du ménage pur et simple. Voyons cela.

3- L’autonomie collective du paysan

Quant à la forme, les paysans de l’Ouest sont “à leur compte”, dans le cadre de la propriété familiale. Ils sont donc “autonomes” dans la nation, comme les pays “décolonisés” sont “indépendants” au sein du marché mondial. Bref, juridiquement le paysan parcellaire est “son maître” de même que, juridiquement, le pays du Sud est “souverain”.

Concernant la question de l’“autonomie” du petit propriétaire, il faut bien voir, tout d’abord, qu’elle ne se pose que dans le contexte de l’ère civilisée, où l’économie unit et oppose à la fois Propriété et Exploitation. Ainsi, par exemple, capitalistes et salariés sont tous également propriétaires, les uns des moyens de production, les autres de leur force de travail. Mais cela montre, du même coup, que la propriété privée est indissociable de la polarisation en exploiteurs et exploités. Et si la propriété est assimilée à la “justice” (le salarié vend sa force de travail à sa valeur), l’exploitation met en relief l’“iniquité” dont est pétrie cette justice (le capitaliste extorque la plus-value créée par le salarié). Ceci dit, la société civilisée connaît nécessairement une classe intermédiaire de petits propriétaires, à la fois autonomes et travaillant de leurs mains, qui appartiennent évidemment à l’ordre général divisé en classes, mais qui, voyant midi à leur clocher, fantasment inévitablement sur un ordre général où la Propriété existerait “sans” l’Exploitation, qui ne serait constitué que de familles autonomes ni-exploiteuses/ni-exploitées. Cette illusion idéologique de “petit-bourgeois”, qui fut avant tout celle du paysan durant l’ère civilisée, n’eut pas du tout le même caractère et la même fonction lors du développement général progressif de la civilisation, et lors des décadences intercalaires de l’ère civilisée.

• Le progrès civilisé tirait un parti révolutionnaire de l’illusion du petit propriétaire. Alors, il y avait une réelle unité des deux antagoniques, la Propriété et l’Exploitation. L’unité était garantie par le fait que la Propriété privée constituait la base du système qu’elle formait avec l’Exploitation. Et la vérification de l’unité du système se trouvait dans le développement des forces productives, spirituelles et matérielles qui en était le produit. L’illusion idéologique du petit propriétaire était elle-même subversive, puisqu’à chaque fois qu’il devenait urgent de perfectionner le mode d’exploitation – et donc la sévérité de l’inéquité – la masse des petits propriétaires se mobilisait pour perfectionner la forme de la propriété privée, persuadée que ce perfectionnement apporterait le règne de la justice. Les “Égaux” et le “communisme grossier” de Babeuf en restaient encore à ce point de vue paysan. Proudhon encore dans les années 1840, réclamant le “crédit gratuit” par une “Banque du Peuple”, n’envisageait qu’un ordre social constitué selon les vœux du compagnon artisan “autonome”.

• La décadence civilisée présente l’illusion du petit propriétaire sous un nouveau jour. Dans ces conditions, la Propriété ne constitue plus le fondement, mais seulement le

prétexte de l'Exploitation, qui devient l'aspect principal du système. L'unité entre Exploitation et Propriété disparaît et la relation entre les deux devient purement manichéenne, ce qui fait intervenir l'oppression politique, la force de l'État, comme élément essentiel du système. Et l'antagonisme simple Exploitation/Propriété n'a pour produit principal que le développement des forces destructives, matérielles et spirituelles.

Dans les conditions présentes de la décadence finale de la civilisation, il est judicieux de reprendre l'analyse que fait Marx de l'évolution de la "propriété paysanne" de 1848 à 1871 (*La Guerre civile en France*). Il déclare : *"La propriété paysanne a depuis longtemps disparu, dépassé le stade normal qui correspondait aux besoins économiques de la société"*. Ensuite il présente le catalogue des puissances conjuguées qui rongent et rendent totalement fictive "l'autonomie" de la famille paysanne au sein du pays décadent. Il est assez facile de mettre en parallèle les puissances qui, à l'échelle mondiale cette fois, minent et rendent totalement nominale "l'indépendance" des pays du Sud.

Concurrence de la grande culture capitaliste ;	**Agro-industrie de l'Ouest ;**
Usuriers de la ville, dette hypothécaire ;	**Banques multinationales, Dette du Tiers-Monde ;**
Visées expropriatrices des propriétaires fonciers sur la parcelle des paysans ;	**Visées des trusts miniers et "majors" pétroliers sur les gisements et plantations, par les concessions, accords de "partage de production", de "partenariat" ;**
Corps judiciaire parasite : notaires, huissiers, etc.	**Injonctions du F.M.I., de la Banque mondiale, etc.**
Avidité du percepteur pour nourrir l'appareil monstrueux de l'État ;	**Contributions aux Organisations internationales, factures des nuées d'"experts" et "conseillers techniques" ;**
Gouvernement de gendarmes ; Impôt du sang (conscription) ;	**Fardeau des achats d'armes, bases militaires ; Menaces d'embargo ; O.N.U. ;**
Action hostile de l'agronomie et de la science ;	**Violence ressentie de la "technologie" occidentale ;**
Abêtissement par le curé (et l'instruction civique chauvine laïque).	**Intoxication par les "valeurs" de la prétendue civilisation, Universités de l'Ouest et les missions type "Réarmement moral".**

Dans l'Occident agonisant, la démagogie n'a jamais cessé à l'égard de la propriété paysanne familiale ; on présente celle-ci comme menacée par les salariés des villes désignés comme "Partageux", alors même que la Ploutocratie démocratique dévore chaque jour l'entreprise personnelle. C'est que, disait Marx, *"le Parti de l'Ordre redoute encore plus que l'émancipation du prolétariat urbain, l'émancipation du paysan"* représentant le grand nombre en 1871. Aujourd'hui, ce que redoute le plus l'Ouest décadent, c'est l'émancipation du Sud. Marx ajoutait : *"Ce qui sépare le paysan du salarié, ce ne sont plus*

des intérêts, ce sont des préjugés. La Commune avait parfaitement raison en disant aux paysans : notre victoire est votre seule espérance". Aujourd'hui, les salariés de l'Ouest démoralisés feraient bien de voir que ce qui les sépare du Tiers-Monde, ce sont des préjugés, et que la victoire de ce dernier est sa seule espérance.

Résumons-nous :

C'est comme une famille géante de paysans de la décadence occidentale que la population, occupant le territoire de chaque pays du Sud, est considérée par l'Ouest dominant. Avec quelque décalage, et sous forme collective, les peuples néo-colonisés du Sud subissent ce qu'ont connu, à l'Ouest, les paysans parcellaires depuis 1850 et, de façon accélérée, depuis 1950. Seule l'autonomie formelle du paysan, par rapport au salarié qui est ouvertement dépendant de son employeur, associée au caractère collectif de cette condition paysanne, justifie le malentendu entretenu sur l'existence des "nations" du Sud. En fait, le Sud dans son ensemble n'occupe que la position de "campagne du monde", dont l'Ouest est le maître véritable, ayant aboli chez lui également toute réalité nationale.

Ce qui consacre totalement l'illusion "nationale" des pays du Sud c'est, outre la délimitation territoriale occupée par une famille paysanne géante, l'existence d'une superstructure d'essence policière, que l'on appelle faussement un État. Il ne s'agit là, en réalité, que d'une autorité du type de nos "préfets", à laquelle on doit donner les moyens d'une armée, du fait du caractère collectif de la "famille" qu'il est nécessaire de tenir en respect.

La condition de décadence du paysan occupant le pays du Sud fait qu'il s'agit de tout autre chose que du "fermier" prospère d'Arthur Young ! C'est au contraire au paysan de la décadence occidentale que le peuple du Sud s'apparente, contraint de s'exploiter lui-même à l'extrême sous prétexte qu'il est autonome. De même que notre paysan parcellaire d'après 1850, le paysan collectif des pays du Sud *"souffre, sous prétexte qu'il est propriétaire, de l'oppression, de la peine et de la misère"* (Marx).

Le caractère collectif de l'oppression paysanne dans les pays du Sud aggrave évidemment violemment les conditions de ce paysan relativement à celui de l'Ouest. Politiquement, c'est de ce caractère collectif que découlent directement et nécessairement les situations de "régime militaire" et de "parti unique" dont les pays du Sud donnent le spectacle.

4- Le ménage collectif du salarié

Quant au fond, l'autonomie de la condition du paysan collectif de chaque pays du Sud, que l'on assimile abusivement à une existence "nationale", est totalement illusoire. Si, juridiquement, le pays du Sud est "souverain", économiquement, la population occupant ce pays est intégralement expropriée du fruit de son travail par la Ploutocratie cosmopolite, au même titre que la masse salariée de chaque puissance de l'Ouest l'est par son oligarchie locale.

Précisons bien les choses. Si l'on met à part l'"indépendance" formelle de la condition du paysan de la décadence civilisée, le contenu de sa condition est celui du salarié exploité ; mais cette exploitation n'est pas celle du salariat civilisateur, il s'agit de l'exploitation

salariale sous la forme qu'elle revêt depuis la décadence civilisée. Précisons ce point. Dans les États civilisés, jamais les exploités n'ont formé de Famille à l'état complet, leurs ménages n'ayant pas la maîtrise de l'entreprise, maîtrise qui constituait l'attribut déterminant de la famille complète. Ainsi les ménages d'exploités se trouvaient-ils, indirectement, relever de la famille de l'exploiteur, laquelle se trouvait complète par le fait que son ménage s'appuyait sur la maîtrise de l'entreprise privée. L'absence de famille complète chez les exploités faisait aussi la supériorité de ceux-ci, dans le sens où chez eux l'élément humain était bien obligé de l'emporter sur l'élément matériel, alors que chez les exploiteurs, le ménage était totalement subordonné à la préservation du "bien" privé représenté par l'entreprise.

Seulement tant que la civilisation restait progressive, c'est-à-dire tant que l'exploitation de l'homme gardait une justification historique, l'exploité possédait néanmoins formellement une famille, en tant qu'il était intéressé à l'existence de l'entreprise dont il n'était pas le maître. En effet, dans sa condition même d'exploité, il recevait une contrepartie réellement civilisatrice : d'abord, il participait de manière décisive à l'effort général qui s'exprimait dans l'accroissement de la puissance des hommes sur la nature ; ensuite, il développait par l'entreprise privée son initiative consacrée à assurer sa survie ; enfin, il se trouvait partie prenante du mouvement social exercé par le réseau d'entreprises formant un seul État et s'épanchant en un rayonnement humaniste général à l'extérieur. De même, l'entrepreneur réellement civilisé, quoique asservi par sa propriété privée matérielle, assurait formellement un rôle humaniste, du fait de sa responsabilité dans l'entreprise, qui mettait en jeu le sort de son propre ménage et, avec ce dernier, le sort des ménages d'exploités se trouvant sous sa dépendance.

Cette situation civilisée des Familles privées prit une forme radicale à l'époque moderne d'épanouissement de la propriété privée, s'exprimant dans une différenciation achevée des entreprises et des ménages, associée à la polarisation des ménages en ménages de capitalistes et ménages de salariés. Le rôle intensément civilisateur de l'étape moderne est fondamentalement lié à cette simplification de la propriété privée qui lui est inhérente. La conséquence directe de la nette polarisation de la société civile moderne en familles privées de capitalistes et de salariés est que la puissance publique se différencie nettement, de son côté, de la société civile et prend la forme simple de la monarchie parlementaire. C'est cet ensemble, intégrant les éléments spirituels et affectifs qui lui sont inhérents (religion-science, mystique-art), qui constitue la Nation Humaniste, caractéristique de l'époque civilisée suprême, celle des Temps Modernes.

Avec la décadence Contemporaine qui fit suite à la crise de 1848 de la société Moderne, les choses changent du tout au tout. Il n'est plus du tout question de Nation Humaniste, et à l'Ouest encore moins qu'au Sud. Alors, aux capitalistes se substitue une Oligarchie de ménages parasitaires des entreprises placées sous le signe du monopolisme ; et aux salariés proprement dits se substitue une "foule solitaire" de "ménages" purs, n'ayant absolument aucun lien avec l'entreprise devenue pour eux une simple caserne, et donc dépouillés de la possession, même formelle, d'une famille complète. Cette situation proprement manichéenne de la société civile, scindée en ménages de purs parasites et ménages soumis au pur travail forcé, que l'entreprise exclut absolument les uns des autres au lieu de les relier, cette situation appelle nécessairement une puissance publique dominatrice, un régime de démocratie dictatoriale, chargée de maintenir ensemble les éléments civils de

force, comme on cercle de fer un tonneau. La perfidie sadique du système veut que les masses salariées, interdites de toute expression de leur citoyenneté civile propre, soient appelées à venir encenser leur déchéance forcée en apportant leurs “suffrages” politiques à tel ou tel clan de la ploutocratie régnante qui les méprise d’autant plus. Tel est le véritable sens du passage du libéralisme moderne à la “démocratie” contemporaine. La vieille Nation humaniste ayant perdu toute substance, il n’en reste que la coquille vide, qui se réduit à un État militariste, maître d’un Territoire dont la population est livrée à une mafia jouissant de l’impunité.

C’est à cette condition des salariés de la décadence civilisée à l’Ouest que se rattache la condition d’exploités dont sont frappés les peuples du Sud de façon collective. La différence est que le “ménage géant” qui occupe le territoire de chaque pays du Sud est moins “exploité” que contraint d’aider à exploiter les richesses naturelles du pays, territoire qui est dans son entier grevé d’une “dette hypothécaire qui pèse comme un cauchemar”.

La forme collective du “ménage” que constitue le peuple du Sud aggrave violemment sa condition de pur exploité. D’où, économiquement, les famines et maladies qui désolent les pays du Sud.

À notre époque de décadence civilisée aiguë, où les masses salariées de l’Ouest sont placées sous le joug de la démocratie dictatoriale, tandis que les peuples du Sud sont écrasés par le néo-colonialisme, la solidarité des conditions respectives, quant à leur contenu, est devenue des plus étroites. Certes, ces deux pôles du monde contemporain à l’agonie sont en relation contradictoire, les salariés souffrant principalement de la misère morale inhérente à l’insécurité chronique, et les colonisés souffrant principalement de la misère physique inhérente à l’indigence galopante. Cependant, cette contradiction est fondamentalement congénère : des deux côtés l’ennemi est le même, la Ploutocratie mondiale ; chacun est frappé d’un bannissement social qui remonte à la même crise finale de la civilisation de 1850 ; la dégradation de la situation des uns se répercute directement sur les autres et leur perspective de salut est commune. Il n’est pas, en fait, d’issue pour l’humanité si la solidarité profonde entre les Esclaves de l’Ouest et les Barbares du Sud n’est pas cultivée intensément et de façon révolutionnaire.

———————

La bourgeoisie nationale

Un point assez important intervient ici. Dans les pays du Sud, sous le joug du néo-colonialisme, si l'on s'en tient à la situation générale, sans entrer dans l'examen des situations particulières, il n'est pas sérieux de parler de l'existence d'une "bourgeoisie nationale". Ceci est la raison essentielle pour laquelle les tentatives pour s'inspirer de l'expérience chinoise, largement diffusée à partir du Grand Débat International de 1963 – Analyse de classes, Démocratie Nouvelle et "encerclement des villes par les campagnes" –, n'ont finalement rien donné. L'absence fondamentale de bourgeoisie nationale au Sud est précisément la raison de la domination coloniale de cette région depuis 1850.

Quand le Parti Vietnamien disait qu'en Indochine, *"la classe ouvrière a vu le jour avant la bourgeoisie"* et *"la bourgeoisie tard venue est économiquement et politiquement faible"* (Hanoi – 1970), cela ne décrivait encore qu'une situation intermédiaire. Au Sud proprement dit, ne purent réellement apparaître que des embryons de bourgeoisie nationale, étiolés et corrompus par la domination coloniale elle-même. Mis à part des individualités méritant cette appellation, en tant que classe sociale, l'on ne trouve que des "rudiments" atrophiés, semblables à ces organes ataviques que l'homme conserve de ses ancêtres mammifères, sans en avoir aucun usage : une partie caudale résorbée dans le coccyx, les muscles auriculaires permettant de remuer le pavillon de l'oreille, l'appendice vermiculaire du cæcum, ou la préhensibilité du pied…

Ce n'est pas la couche des professions libérales et fonctionnaires (médecins, avocats, sous-officiers…), non pas née du développement propre des communautés locales pour se constituer en État, mais des besoins contradictoires de la domination colonialiste, qui peut tenir lieu de bourgeoisie nationale. Qui dit bourgeoisie nationale, dit entrepreneurs capitalistes civilisateurs. Il ne faut pas tout confondre sous le nom de "bourgeoisie" !

En revanche, il existe dans les pays du Sud une bourgeoisie "comprador", agréée par les "instances internationales", et qui se trouve à la tête de la "nation". Le rôle qui incombe à la bourgeoisie comprador est celui de courtier autochtone des richesses naturelles du pays, produits de base et main-d'œuvre. Elle se doit également de tenir en respect la population : sous-salariés des plantations et des mines, villageois paysans et parentèles d'employés des villes, amas d'"exclus" des bidonvilles.

La bourgeoisie comprador est elle-même divisée sur le mode de bradage des richesses naturelles, en une "droite" et une "gauche", une catégorie penchant vers le "marché" et l'autre vers le "plan". Il ne manque jamais non plus tel ou tel "colonel" dont les sympathies sont acquises à une "place financière" précise, tandis que l'état-major de l'armée d'opérette en place se flatte de maintenir d'autres relations "privilégiées". Quelque colonel ambitieux est toujours utilement tenu en réserve même par la métropole en position avantagée, pour faire face à toute surprise : intrigue des rivaux, violent désaveu populaire, trahison du protégé… Alors, un "pronunciamento" à la tchadienne peut s'imposer. D'ailleurs, les "pères de la nation" de carton, bien que follement "humanistes", en arrivent toujours à avouer qu'ils préfèrent "l'injustice" de l'état de siège au "désordre".

Le néo-colonialisme ajoute, à l'illusion juridique des "indépendances", la confusion qu'entraîne le fait que les P.V.D. (pays en voie de développement) comportent des extrêmes qui masquent leur condition de prolétarisation collective fondamentale : d'une part ce sont les N.P.I. (nouveaux pays industrialisés), présentés comme "vitrine" du Tiers-Monde, d'autre part ce sont les P.M.A. (pays les moins avancés), pays irrémédiablement insolvables, qui passent pour les "laissés-pour-compte" du développement. Il y a même les "nations" créées de toutes pièces par l'Ouest, pour des raisons strictement stratégiques, tels les Émirats ou Israël. Ici l'on atteint une situation réellement surréaliste et macabre à la fois, et l'on apprend, par exemple, que le sultan (!) du Brunei est "l'un des hommes les plus riches du monde"…

Les syndicats domestiqués de l'Occident jouent la comédie des "négociations" entre "partenaires sociaux", s'affichent comme "représentatifs" des travailleurs, leur servilité devenant l'indice de leur "attitude responsable". De même, les "élites dirigeantes" des pays du Sud pratiquent sans vergogne la "collaboration de classes" collective au niveau des "instances internationales" et autres "cartels par produit". Ainsi, les "quislings" (marionnettes) des nations du Sud, couronnées ou non, tiennent le rôle, sur l'échiquier mondial, des chefs syndicaux "jaunes", "apolitiques" ou de "gauche", sur la scène de chaque pays riche. La corruption syndicale entraîne avec elle la division chronique des rangs des salariés, par la concurrence de deux bureaucraties, l'une "planiste", l'autre "co-gestionnaire". La même chose se présente au niveau des bourgeoisies compradores du Sud : d'un côté sont les "Pinochet" inspirés par les "Chicagoboys", de l'autre sont les "Karmal" (afghan), sponsorisés par une Nomenklatura "internationaliste".

En résumé, les pays du Sud ne répondent en aucune façon à la définition, non pas même d'une Nation moderne, mais simplement d'un État civilisé au sens large, de l'élémentaire Cité antique esclavagiste. À aucun point de vue on n'a l'image d'une organisation sociale civilisée : *"société politique constituée par des groupements territoriaux organisés en État"* (Engels). Ce que l'on a, sous le nom de "nations indépendantes", ce sont de simples circonscriptions administratives, aux frontières découpées "au cordeau", datant de l'époque des Possessions simples, fruits des intérêts stratégiques des Puissances et de l'équilibre de leurs rivalités. Et ces territoires, accidentellement peuplés, ne sont indépendants qu'en tant qu'ils sont livrés à tous les vents de la Finance occidentale.

La forme nationale illusoire mise à part, la population des pays du Sud forme un "ménage collectif" relativement au ménage privé du salarié "démocratisé" de l'Ouest, et la caste parasitaire qui domine ces ménages collectifs réunis est également collective : c'est la réunion de tous les parasites qui règnent sur l'Ouest décadent.

Quant à leur base économique, les pays du Sud sont essentiellement prisonniers de la Finance concentrée à l'Ouest, et leur bourgeoisie comprador est récompensée par la perception d'une "rente foncière absolue", qui est la forme collective du salaire, dont le plus clair équipe les "armées" nationales, le reste refluant dans les paradis fiscaux de l'Ouest.

Quant à la superstructure politique, les pays du Sud se voient concéder la faculté de hisser un drapeau, qui n'est que la forme collective du privilège donné aux salariés des pays "nantis" décadents de posséder une "carte d'électeur"…

Ainsi, de la “décolonisation” sont issues les nations avortées du Sud, simple forme collective donnée au ménage salarié de l’Ouest, auxquelles donc s’applique rigoureusement l’appellation de “nations-prolétaires”.

———————

L'immigration

Les ravages effroyables du néo-colonialisme, après seulement 30 ans d'existence, font que les "indépendances", même nominales, et en fait purement civiles, des familles collectives occupant les pays du Sud, ne peuvent même pas durer.

À l'Ouest, la prolétarisation achevée des paysans fut massivement l'issue de l'autonomie familiale, expropriation initiée dès 1848, et accélérée depuis 1945. Nos paysans indépendants se sont défendus pied à pied contre cette destinée, en acceptant même une déchéance matérielle moyenâgeuse, les vieux supportant des conditions d'existence inférieures même à celle de bien des salariés des villes pour rester indépendants jusqu'au bout.

Les perspectives de nos paysans expropriés furent dans l'ordre :

• Tout d'abord, la formation d'un "prolétariat foncier", c'est-à-dire l'embauche, sur place, dans de grandes exploitations agricoles capitalistes ;

• Ensuite, appartenant eux-mêmes à l'Ouest dominant, il y eut l'exutoire de la domination coloniale elle-même, sous forme de fuite dans la Légion étrangère et autres troupes coloniales. Ce moyen de purger la métropole d'une portion de fiers paysans, fut providentiellement complété par les grandes saignées des guerres mondiales, dont la paysannerie paya le tribut essentiel ;

• Enfin, le reliquat de la paysannerie expropriée dut se résoudre à l'exode rural. Cette absorption sur les chaînes de montage de l'industrie occidentale était également rendue possible par la domination militariste et colonialiste des grandes puissances de l'Ouest.

Ce processus de destruction de la paysannerie de l'Ouest, relativement privilégiée, n'empêcha pas qu'il soit placé sous l'empire de la loi pénale, "conservatrice de l'ordre social", traquant le "vagabondage", amalgamé à la "mendicité" et aux "associations de malfaiteurs". "Le vagabondage est délit", dit le code pénal (art. 269). Est jugé "vagabond", ou "gens sans aveu", quiconque se trouve "sans domicile, moyens de subsistance et exercice habituel d'un métier". Le vagabondage, même accompagné d'aucun délit explicite, est considéré en soi comme immoral, preuve de fainéantise et de corruption personnelle. Il peut être frappé de six mois de prison et dix ans de surveillance de haute police ; la peine est ramenée, si le vagabond a moins de 16 ans, à une surveillance de haute police jusqu'à 21 ans… sauf engagement dans l'armée ! Notez que le paysan exproprié vagabond possède la nationalité française et est déclaré "citoyen" !

Au Sud, l'expropriation des peuples néo-colonisés prend la forme d'un ouragan social sans précédent dans l'histoire, qui déchire tout à fait le dernier voile de l'"indépendance" nationale. En vérité, le peuple du Sud exproprié n'est pas même "dénationalisé", puisque sa nation ne fut jamais qu'un mensonge ; il est simplement chassé de son territoire formant la "campagne du monde" qui n'a cessé d'être dominé par l'Ouest décadent.

• Le premier débouché, consacrant le sacrifice de leur indépendance territoriale, auquel les populations du Sud se trouvent contraintes, c'est l'absorption d'une étroite frange de la population autochtone par quelques filiales étrangères installées dans le pays, ou par

quelques autres établissements pour touristes occidentaux, dans des conditions humiliantes et ultra-précaires ;

• L'éviction territoriale massive prend ensuite la forme de la multitude des bidonvilles qui prolifèrent dans le pays d'origine même, auxquels s'ajoutent les innombrables "camps de réfugiés" qui apparaissent dans la campagne du monde. Cette issue est simplement celle de la mort organisée, illustrée par les famines du Sahel, de l'Éthiopie, du Bengladesh, et les maladies endémiques qui en sont l'accompagnement. Ces génocides se substituent avantageusement aux guerres de tranchées qui ont décimé nos paysans…

• Enfin, il y a le vaste mouvement d'"exode rural" planétaire qui porte les populations de la campagne du monde du Sud vers la ville du monde représentée par l'Ouest. Cette Émigration planétaire est la reproduction, à grande échelle et avec retard, de l'exode rural qui a frappé les paysanneries des pays de l'Ouest, tout spécialement depuis le dernier après-guerre.

L'émigration planétaire actuelle, qui ne peut qu'aller en s'accentuant, est tout l'opposé, bien sûr, du mouvement qui porta les glorieux "découvreurs" européens à aller établir "outre-mer" des factoreries, comptoirs, échelles et établissements consulaires : les Jacques Cartier et autres Bougainville…

Malgré la politique du "bunker" adoptée par l'Ouest décadent, destinée à faire barrage à l'Émigration, à cet exode rural mondial qu'il a lui-même provoqué et qui l'effraye, sans pour autant renoncer à l'organiser savamment dans des proportions déterminées, le mouvement déferle irrésistiblement.

Arrivés à l'Ouest, les néo-colonisés frappés d'éviction territoriale découvrent le "luxe" occidental. Ici les attendent : l'abjection du racisme, la menace du sadisme policier, et les rigueurs de la "carte de séjour" qui les exposent à tous les rackets et provocations qui sont attachés à l'activité des prostituées professionnelles. En contrepartie de ces affronts permanents, les émigrés reçoivent le droit de s'entasser entre frères dans un quelconque galetas, d'obtenir un emploi aléatoire, dangereux ou sordide, souvent dans une "clandestinité" soigneusement organisée par des "trafiquants de main-d'œuvre" opérant sous l'autorité bienveillante de la puissance publique. Séparés de femmes et enfants, vieillis avant l'âge, nombre d'entre eux aboutissent, après de longs stages dans les "foyers", dans les "cités de transit" qui précèdent l'"expulsion" fatidique.

Malgré cela, les clowns qui gouvernent l'Occident ne sont pas gênés de commémorer la prise de la Bastille et de claironner que la France est "la patrie des droits de l'homme et terre d'asile". Les porte-parole de la ploutocratie déclarent d'ailleurs sans vergogne, quoique par euphémisme, que *"même aux droits naturels qui sont reconnus à tout homme, des limites particulières sont apportées"* concernant les émigrés : la libre communication des pensées, la liberté de circuler, et tout le reste. C'est sans aucune pudeur que l'on parle d'un "infra-droit" s'appliquant aux émigrés, cette expression savante désignant simplement l'arbitraire administratif, le simple régime des commissaires de la République, des préfets, des milices privées, et des "petits blancs" démangés par la répression du "délit de faciès". Pour avaliser tout cela, on se réfère au Code Civil, qui évoque les mesures "de police et de sûreté" (art. 3), le recours vague et effrayant à "l'intérêt de l'ordre public" et à la réglementation préétablie visant les "cas d'urgence absolue" ! ! En

fait, tout cet édifice pseudo-juridique, parasitaire au point de nourrir même une “action associative” proliférante, qui s’enlise dans la boue de la “maîtrise des flux migratoires”, les “seuils” et “quotas”, la “préférence nationale”, le “refus d’une France composite” et le “droit au retour”, ce triste amoncellement décadent n’aboutit qu’à une vaste incitation à des pogromes à une échelle que même la Russie tsariste n’a jamais connue.

Selon les seuls critères civilisés du passé, la moindre des choses, l’obligation élémentaire, pour les peuples de l’Ouest est de contraindre la Ploutocratie dominante, elle-même cosmopolite et apatride, à lever tous les obstacles sans exception à l’immigration des populations du Sud, pour le moins à l’égard des populations des anciens Empires coloniaux respectifs. En tout cas, c’est le premier devoir qui s’impose aux communistes et aux Salariés conscients de l’Ouest, que d’obtenir cette simple faculté de déplacement des paysans vers la ville.

Le prétendu problème des immigrés à l’Ouest est le maillon à saisir pour y entreprendre la lutte pour la République Sociale Universelle. Il s’associe à l’autre tâche de premier plan, proprement interne, concernant le prétendu problème de “l’insécurité”, qui n’est que celui d’enrayer la lèpre policière envahissant l’Occident, obstacle décisif au développement de la citoyenneté sociale. C’est à propos de ces deux tâches conjointes que l’avant-garde populaire de l’Ouest “passe ses tests”, qu’elle sera jugée sérieuse ou fictive.

L’Émigration planétaire actuelle est la preuve la plus décisive de la nécessité irrépressible d’une Nation Humaine unique qui fut suggérée par la civilisation Moderne ; cette nécessité s’affirme ainsi, même à travers la décadence contemporaine, en prenant seulement alors une forme violente et barbare, déshonorante au seul regard de la civilisation écoulée.

Le pseudo-problème des “immigrés” fait seulement ressortir violemment l’agonie présente de l’ordre civilisé.

Le simple rappel de la voie adoptée au berceau de la civilisation, il y a 25 siècles en Attique, révèle le degré de notre avilissement actuel. Celui qui posa les fondements de l’ordre civilisé, le vrai fondateur de la démocratie esclavagiste à Athènes, fut Clisthène (509 A.C.). Cette création, dit L.H. Morgan (1877), fut le “chef-d’œuvre conçu par un esprit supérieur”, le fruit du “génie d’un homme hors du commun”. Clisthène réussit son œuvre en brisant résolument les derniers vestiges de l’organisation sociale primitive, gentilice, fondée sur les liens de parenté et de langage. En s’appuyant fermement sur les catégories “nobles” inférieures, il les contraignit à se fondre en une classe dominante de véritables “citoyens”. Du même coup, la Cité proprement dite était née, organisation sociale fondée sur la propriété privée et le territoire, dont la classe dirigeante était subdivisée en catégories d’après leurs richesses et réparties en districts dénommés “dèmes”. Ainsi furent appelés dans la “Polis” :

• Les résidents de bourgs, où se mêle une plèbe de “gentils” devenus orphelins d’attache tribale : guerriers déracinés et colons d’Ionie exilés ;

• les citadins de sang étranger, les “métèques” ;

• et certains esclaves distingués.

À l'autre extrémité de la trajectoire civilisée, le 6 août 1790, l'Assemblée Constituante française publiait le décret suivant : *"La France libre doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre, en les invitant à jouir, sous un gouvernement libre, des droits sacrés et inaliénables de l'humanité"*.

La "Déclaration des Droits" de juin 1793, peu après, déclarait : "Un peuple a toujours le droit de changer sa Constitution. Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures" (art. 28) ; "La résistance à l'oppression est la conséquence des autres Droits de l'homme" (art. 33) ; "Quand le Gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs" (art. 35).

L'"Acte Constitutionnel" qui faisait suite à cette Déclaration disait : "Tout étranger, âgé de 21 ans, qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, est admis à l'exercice des Droits de citoyen français" (art. 4) ; "Le peuple souverain est l'universalité des citoyens français" (art. 7).

Ces résolutions ne restèrent pas lettre morte, puisque nombre d'étrangers eurent un rôle de premier plan dans la Grande Révolution, sans considération aucune de leur origine.

• Benjamin Franklin était américain : l'Assemblée nationale, à sa mort en 1790, prit le deuil pendant trois jours ;

• Thomas Paine était anglais : il fut élu député à la Convention. Il avait dit dès 1775 : *"Le monde est mon pays, ma religion c'est de faire le bien" ;*

• Toussaint-Louverture était fils d'un esclave noir de Saint-Domingue ; il abandonna les Espagnols et prit parti pour les Français, qui lui reconnurent le grade de général en chef ;

• Anarchasis Clootz était Prussien : il fut élu à la Convention ;

• Théroigne de Méricourt était Luxembourgeoise : présente dans l'action du 14 juillet comme au 10 août, on la nomma "l'Amazone de la liberté" ;

• Jean-Paul Marat était suisse et sarde : il fut élu député à la Convention, qui assistera à ses obsèques et lui décernera les honneurs du Panthéon.

Vingt ans avant l'an II, en Angleterre, eut lieu le célèbre "procès Sommerset", dont le noble Granville-Sharpe fut le héros. Ce dernier avait arraché un esclave noir à son légitime propriétaire. Poursuivi, il força le juge suprême, Mansfield, à déclarer : *"Sitôt que n'importe quel esclave pose les pieds sur la terre anglaise, il devient libre"* (1772).

Le problème, aujourd'hui, est simplement de savoir si nous voulons honorer cette tradition purement libérale, ou si nous acceptons de nous incliner devant la décadence civilisée, avec toutes ses conséquences.

———————

Comme le langage change, à l'Ouest, chez les "savants", au gré des circonstances : c'est ce que montre le discours de J. Garnier en 1857 (Principes) ! Ce faux libre-échangiste et vrai malthusien, qui s'élève contre *"les épidémies morales causées par les aventuriers de la pensée"*, disait alors : *"L'expatriation est providentielle et a rendu d'immenses services à la civilisation" ; "il faut laisser aux citoyens toute liberté pour émigrer, car la terre est la patrie commune, alma tellus" ; "il est un cas où l'émigration parait être un moyen efficace de soulagement d'un pays : c'est quand elle est pratiquée sur une vaste échelle, et*

dans de bonnes conditions pour les populations exportées. J.S. Min le conseille à titre d'entreprise nationale, aux frais du Trésor, qui se rembourserait sur la plus-value de la colonisation".

Adolphe Blanqui, vers 1840, écrivait de même : "Les émigrations conduisent peu à peu les races humaines vers les lieux inoccupés qu'elles fertilisent en les peuplant, et la civilisation pénètre ainsi dans les contrées inconnues, qui rendront au centuple les avances nécessitées par leur exploitation".

Il est vrai qu'à l'époque, c'étaient les "excès de population" des riches pays européens qui émigraient, et l'on s'offrait le luxe de s'extasier devant le *"grand nombre de régions du globe, fertiles et à peines explorées"* (Adolphe Blanqui). Même dans ces conditions, qui sont entièrement opposées à celles des populations actuelles du Sud, on émettait cependant quelques réserves :

• "Ce sont les natures les plus entreprenantes et les plus énergiques qui quittent le sol natal. (Ceci devient une) autre cause de l'affaiblissement et de la misère du pays abandonné. L'émigration des classes nécessiteuses tourne souvent à leur désavantage. (C'est souvent) aller mourir sur des plages lointaines. Sur les quais couverts de pauvres, de mendiants, (les émigrants) livrent tous le peu qu'ils possèdent pour payer le passage, pour s'y entasser à fond de cale comme des nègres, laissant derrière eux le souvenir de l'enfance, les consolations du sol natal, n'ayant devant eux que les dangers et les souffrances, un avenir sombre et menaçant. Sur cette terre de liberté où sont jetés les émigrants, ils arrivent pauvres, inconnus, dépourvus de tout. Il faut donc se vendre à bas prix, loin de sa patrie, de ceux dont les regards seuls seraient une consolation. En quoi ce moyen de l'émigration diffère-t-il, si ce n'est par la lenteur du supplice et par un surcroît d'angoisses, de cet autre moyen bien plus simple, la mort chez soi ?". (J. Garnier).

• Destutt de Tracy, dès 1804, disait : "On a toujours trop de peine à se déterminer à l'émigration. Pour qu'elle devienne un peu considérable, il faut que les vexations soient effroyables".

En définitive, il suffit de se rallier aux propos du vaillant W. Godwin : "On peut être sûr qu'il existe quelque vice dangereux dans l'ordre social, là où un homme n'aura pas une espérance raisonnable de nourrir sa famille au moyen du travail de ses bras, quoiqu'il ne possède rien au moment de se marier" (1820). Les pauvres, restés croyants, à l'époque de J. Garnier, exprimaient la chose naïvement : "Dieu n'envoie jamais des bouches sans envoyer en même temps de quoi les nourrir".

Il est un vieux principe rural, qui prévalut – paradoxalement – jusqu'à l'épanouissement moderne de l'"économie politique" (A. Smith), disant : *"Il n'est de richesse ni de force que d'hommes"* (Jean Bodin). La valeur de ce principe, les peuples du Sud sont appelés à en faire la démonstration, au grand dam de tous les Économistes !

———————

Les problèmes

1- Le faux “écart”

Les problèmes spécifiques que rencontre le Sud doivent être abordés de manière lucide et courageuse. Qu’on le veuille ou non, le point de vue “humanitaire” habituel de l’U.N.I.C.E.F., “Médecins du monde”, etc., est profondément conservateur et stérile, quand ce n’est pas pire.

L’essentiel est de rapporter la situation des pays du Sud à la décadence générale et aiguë de l’ordre civilisé. Le désastre actuel de la “campagne du monde” n’est que l’expression dramatique de cette décadence générale dans cette zone qui fait l’objet de la domination néo-colonialiste.

La première chose est donc d’abandonner totalement les idées en réalité mensongères d’“inégalité”, de “retard” des pays du Sud relativement à l’Ouest que l’on dit riche et qui serait pour cela l’exemple à suivre, le modèle à “rattraper”.

Il faut être aveugle pour ne pas voir qu’à un certain degré d’“écart” entre l’Ouest et le Sud, le fossé en question prend une signification non plus quantitative, mais réellement qualitative. Et cette signification n’est ni plus ni moins que du type exploitation de la campagne par la ville. En un mot, l’“avance” des uns se nourrit bel et bien du “retard” des autres.

Une précision cependant : l’exploitation du Sud par l’Ouest contribue essentiellement à alimenter la puissance de la Ploutocratie de l’Ouest, mais pas du tout fondamentalement la condition des peuples de l’Ouest. La puissance de la ploutocratie de l’Ouest, contradictoire et éphémère, se renforce de l’exploitation du Sud avant tout en ce que cette exploitation est une arme pour corrompre le mouvement d’émancipation sociale des peuples de l’Ouest, démoraliser ces derniers, retarder leur libération et en aggraver les conditions. Finalement, l’exploitation du Sud par l’Ouest provoque un réel appauvrissement de l’Ouest, en comprimant à l’extrême le besoin de citoyenneté sociale des masses populaires qui sont l’élément décisif de la création de richesses. Le développement, à l’Ouest, d’une couche sociale de déclassés pauvres, qui adoptent une mentalité de “petits-blancs” barbares à l’égard des peuples du Sud, ne doit pas désorienter les militants du Front Social à édifier.

Quand on nous répète périodiquement que “l’écart se creuse” entre l’Ouest et le Sud, après avoir baptisé les années 60-70 “décennie du développement” (!), c’est rigoureusement de l’exploitation du Sud par l’Ouest qu’il est question, et ce ne peut être rien d’autre.

Les officiels occidentaux eux-mêmes révèlent que le fameux “écart” entre nations riches et en voie de développement était de 3 à 1 en 1870, et qu’il est passé de 12 à 1 un siècle plus tard, en 1979.

L’Afrique noire, avec 500 millions d’habitants, pèse économiquement autant que le Bénélux, avec 10 millions d’habitants (B. Esambert). La Suède (8 millions d’habitants) consomme chaque année plus de biens d’équipements que le Pakistan, l’Indonésie et le

Nigeria réunis (315 millions d'habitants) ; ou plus que l'ensemble des 130 plus petits pays sous-développés (350 millions d'habitants), disait P. Bairoch en 1971.

Les 3/4 de l'humanité contribuent seulement pour 11 à 12 % de la production industrielle de la planète. Un milliard de riches de l'Ouest voisinent avec six milliards de pauvres du Sud. 1/4 de la population urbaine du Tiers-Monde (300 millions) vit dans un état de pauvreté absolue. La concentration urbaine a créé une bombe de misère qui ravage le sol, l'eau et l'air d'une partie du reste du monde. Des mégalopoles laissent présager de funestes méga-crises (B. Esambert – 1987).

Les 4/5 des ressources naturelles du monde sont contrôlées et consommées par 1/5 de la population du globe. Les Nations Unies avouent que 50 millions d'êtres humains meurent de faim et de malnutrition dans le monde ; que la "croissance" à l'occidentale coûte au Tiers-Monde un Hiroshima par jour (Garaudy – 1992).

L'état d'abaissement radical dont souffre le Sud, dans les conditions de la décadence finale de la civilisation, se présente comme un ensemble de problèmes relevant de la spécificité coloniale. L'unité organique de ces problèmes spécifiques peut être mise en relief en les articulant selon les divers domaines que suggèrent les critères civilisés. Cela donne le tableau suivant :

2- Tableau

<table>
<tr><th colspan="3">DOMAINES
(critères civilisés)</th><th colspan="2">PROBLÈMES
(spécificité coloniale)</th></tr>
<tr><td rowspan="4">RÉALITÉ</td><td rowspan="2">Sommets</td><td>Religion</td><td>• "Modernité".
• Tradition.</td><td rowspan="2">Identité</td></tr>
<tr><td>État</td><td>• "Instances Internationales".
• Ethnies.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Bases</td><td>Science</td><td>• "Technologie occidentale".
• Analphabétisme.</td><td rowspan="2">Développement</td></tr>
<tr><td>Argent</td><td>• Commerce internat.
• Question agraire.
• Services "nécessaires" : logement/santé.
• Dette.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">IDÉAL</td><td>Général</td><td>Humanité</td><td>• Écologie.
• Démographie.</td><td rowspan="2">Horizon</td></tr>
<tr><td>Particulier</td><td>Individus</td><td>• Folklore.
• Déracinés.</td></tr>
</table>

Si nous sommes contraints de classer les problèmes qui se posent au Sud suivant les domaines structurés d'après les crises civilisées, c'est que, malgré la décadence suraiguë contemporaine, le problème reste celui de l'issue trouvée à la crise générale de l'ordre civilisé qui s'est ouverte autour de 1850, et que tous les autres critères quitteraient le terrain solide de l'histoire pour dériver dans la science-fiction.

C'est la théorie critico-historique qui établit, à partir de l'épanouissement moderne de la civilisation, comment s'organisent les divers domaines entre lesquels se répartissent la condition humaine du point de vue révolu de l'ordre civilisé. Ceci se trouve développé dans la théorie de la Souveraineté (cf. infra). Brièvement, les choses se présentent comme suit : la condition humaine, durant l'ère civilisée, apparaissait comme l'unité antagonique de la réalité et de l'idéal. L'homme réel était celui inséré dans des familles, elles-mêmes limitées dans des patries. L'homme réel devait néanmoins se rapporter à l'homme idéal, c'est-à-dire : d'une part les patries dans leur relation au genre humain ; d'autre part les familles dans leur relation aux personnes qui en sont les unités constitutives. Par opposition à la condition humaine idéale, relevant du "droit naturel", la condition humaine réelle relevait du droit "positif". La condition humaine réelle comportait une double infrastructure : économique et scientifique, tandis qu'une double superstructure la complétait : politique et religieuse.

C'est ce vieux système historico-social qui se trouve aujourd'hui dans un état de décomposition extrême, véritablement à l'agonie, et dont il faut nécessairement sortir par l'instauration de la République Sociale Universelle qui est la seule issue révolutionnaire. En effet, cette issue positive est elle-même inscrite dans tout le développement préhistorique écoulé, et l'auto-destruction de l'humanité est la seule véritable alternative. Marx disait brillamment : *"Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine la réalité, c'est au contraire la réalité sociale qui détermine leur conscience"* (1859). Et : *"Dans la vie privée, on distingue ce qu'un homme pense et dit de lui-même, et ce qu'il est et fait réellement"* (1852). C'est dans cet esprit critico-historique que nous abordons les choses.

Il est une sorte d'"avantage" de la décadence civilisée contemporaine : c'est qu'elle met directement en présence les masses Esclaves de l'Ouest et les peuples Barbares du Sud, confrontés tous deux au même problème qui consiste à trouver une échappée à la fin de la préhistoire actuelle. La seule différence est qu'Esclaves de l'Ouest et Barbares du Sud, salariés et peuples néo-colonisés, sont amenés à relever le défi à partir d'une situation opposée. Les Salariés de l'Ouest ont à "dépasser" l'ordre civilisé obsolète dont ils ont accompagné tout le développement en tant qu'exploités ; les Populations du Sud ont à "sauter" l'ère civilisée, moment de l'histoire humaine que la décadence occidentale leur a finalement interdit de connaître. Cette gigantesque "transcroissance" imposée aux peuples du Sud, contraints d'enchaîner directement d'un développement primitif au communisme n'a pas qu'un côté dramatique ; c'est en même temps une perspective réellement grandiose.

3- Enchaînement des problèmes

La nature des problèmes spécifiques se posant au Sud étant correctement établie, il nous suffit à présent de passer ceux-ci en revue, accompagnés de quelques commentaires.

Religion

La religion se rapporte au problème d'"identité" spirituelle qui travaille intensément les peuples du Sud. L'absence de "repères" philosophiques pour les populations du Sud est fondamentale. On se trouve ici écartelé entre une "modernité" violemment hostile et une Tradition complètement laminée par la domination colonialiste prolongée. Rappelons que la dite "modernité" ne comporte que des débris périmés des "valeurs" européennes. Dès les Indépendances, le désert spirituel pour les peuples du Sud s'est exprimé en ce sens qu'on cultiva simultanément de pauvres idéologies telles que le "consciencisme" et la "négritude", et les détritus occidentaux de la psychanalyse. La crise d'identité spirituelle des peuples du Sud s'exprime violemment dans le désarroi linguistique ; d'où par exemple l'impasse de l'"arabisation" en Afrique du Nord.

L'État

La question de l'État, c'est-à-dire de la souveraineté au sens restreint, présente tous les traits d'une crise d'identité analogue à celle posée sur le plan spirituel. Ici, l'on a un écartèlement entre des ethnies débordant les "frontières" artificielles existantes, et, à l'autre extrémité, le joug lointain mais réel et permanent des "Instances internationales". La privation d'identité politique des peuples du Sud s'est manifestée constamment durant toute la "décolonisation", dans les multiples projets avortés de grands ensembles locaux : République arabe unie, Grand Mali, Union du Maghreb arabe, etc.

Dès l'aube de la domination colonialiste contemporaine, l'Ouest décadent organisa et approfondit la crise d'identité politique des peuples du Sud. Depuis 150 ans, l'Ouest dominant a affirmé le plus clairement du monde sa volonté d'empêcher à tout prix une quelconque évolution vers la personnalité politique au Sud, en soutenant de manière décisive, quand il le fallait, le Sultan, le Tsar, l'Empereur de Chine, les Rajahs ou les "chefferies" locales. De plus, l'Ouest a savamment attisé les divisions internes de toutes sortes, par les démembrements territoriaux, les enclaves, la provocation aux luttes "ethniques", etc. Inévitablement, le système colonial multiplie les contradictions inextricables locales et engendre une instabilité "politique" chronique, ne serait-ce que par la voie des inévitables "émeutes de la faim".

De toute façon, l'Ouest dominant a toujours veillé à ce que les peuples du Sud "respectent les traités" unilatéraux qui n'avaient pour fonction que de fixer provisoirement ses propres contradictions internes. Les modèles de ce type de "Déclarations" et "Conventions" arbitrairement promulguées à l'Ouest furent les suivants :

• Traité de Paris (1856) : suite à la Guerre de Crimée, à la faveur de laquelle le siège de Sébastopol a l'honneur de figurer comme "la première guerre de position" contemporaine,

ce traité est l'annonce officielle de la ruée "commune" des Puissances sur la Mer Noire, visant les Possessions de la Russie et de l'Empire Ottoman.

• Traité de Sèvres (1920) : c'est la grande humiliation des peuples coloniaux où, avec la bénédiction de la S.D.N., on se "cède" entre vainqueurs tous les territoires coloniaux imaginables, en agrémentant cette valse des colonies, de "protectorats", "mandats" et autres trouvailles.

• Charte de San Francisco (juin 1944) : ici, l'on proclame tout bonnement la "souveraineté de la communauté internationale" sur les colonies "libres" !

C'est que désormais la honteuse époque "onusienne" a commencé. Les pays "indépendants" auront le droit de jouer les utilités au sein de ce monstre politique et ses filiales cancéreuses. En effet, 80 % des "membres" de l'O.N.U. sont des figurants (130 pays sur 166 membres). Seuls 20 % des "gouvernements membres de l'O.N.U." ne sont pas "d'indéniables dictatures". Et M. Cépède déclare : *"Il n'est plus permis que l'O.N.U., nouvelle Sainte Alliance, puisse parler au nom des peuples"*. Suite à la guerre du Golfe, la presse révèle : les deux lettres "U.N.", on commence à dire "je les vomis" en Irak... Le "gendarme international" a véritablement du plomb dans l'aile !

Mais il ne faut pas croire que l'ordre diabolique en place puisse abdiquer de lui-même ! Au contraire. Si la mise au pas ordinaire des peuples du Sud, par la voie de la coupure des "lignes de crédit", ne suffit pas, l'intervention proprement dite se déchaîne :

• Des clans rivaux de la bourgeoisie comprador sont amenés à l'affrontement, et des complots internes larvés sont entretenus en permanence ;

• Des tensions et conflits régionaux sont orchestrés ;

• Restent enfin les menaces ultimes d'intervention de l'Ouest, se chargeant de "punir" toute velléité de comportement "indiscipliné" : missions de contrôle, sanctions, embargos, "forces d'interposition" et finalement "guerre propre" de type Irak.

La crise d'identité politique des peuples du Sud fait le délice du néo-colonialisme de "gauche", prêchant inlassablement l'"état de droit", la "voie des urnes", le "pluralisme", etc. Sans oublier de couvrir tous les méfaits pratiqués au Sud en invoquant "l'apprentissage difficile de la démocratie" ! Dans le camp opposé, on fait valoir l'argument massue du "réalisme". Un échantillon nous en fut donné en septembre 1991 en Thaïlande ; Anand Panyarachun, alors premier ministre désigné par les militaires déclare, dans le but de *"rassurer les hommes d'affaires étrangers" : "Je suis un fervent défenseur de la démocratie et de la liberté ; par ailleurs je ne prends pas part à la rédaction de la nouvelle Constitution, cela ne m'est pas permis. Un premier ministre ne peut pas être idéaliste, il doit être pragmatique. Je bénéficie en effet de l'absence totale de démocratie. Les décisions du gouvernement sont donc plus rapides, plus transparentes. Vous savez, dans un pays en développement, la démocratie, c'est un luxe"...*

Science

Dans ce domaine, les questions d'identité s'enchaînent avec celles du "développement". Le phénomène colonial se traduit par l'abîme existant entre, d'une part la "technologie" occidentale, étrangère, "exogène" comme on dit, et d'autre part l'analphabétisme endogène galopant.

Pour les peuples du Sud, il n'est bien sûr pas question d'imiter tant soit peu le comportement de la ploutocratie cosmopolite de l'Ouest :

• L'envoi à l'extérieur de ses propres "conseillers" et "experts", qui manœuvrent des fantoches locaux avec des bases militaires à la clef, est impensable.

• Le secteur de la "Recherche-Développement", débouchant sur l'industrie des Brevets, et les "laboratoires de technologie avancée" leur sont par définition fermés. En fait, leur balance économique ne connaît pas le poste "services" : "intérêts et revenus de capital, publicité, droits audiovisuels, brevets et redevances, banque, tourisme, télécommunications, assurance".

• Toute velléité d'accéder à la High Tech "civile" est interdite. "Technologies avancées", composants, céramique, terres rares, robotique, optronique, lasers, matériaux composites, technologies "à double face", T.H.D. (télévision à haute définition), "semi-conducteurs à mémoire vive" (D.R.A.M.) et la suite ne peuvent que briller par leur absence.

• Par-dessus tout, il n'est pas question de tolérer que de telles mains, sans pouvoir même les fabriquer, détiennent seulement les armes dites "sophistiquées" : radars, missiles, satellites, avions furtifs, atome. Marine marchande, porte-avions, sous-marins, flotte aérienne sont compris dans la prohibition de principe, même si ces pays sont privés des escales assurées et du privilège d'exterritorialité qui prolongent ces moyens. Les stations audiovisuelles investissant les cinq continents, les paradis fiscaux et pavillons de complaisance, un coin de Guyane pour lancer des fusées et un coin de Polynésie pour tester la fission nucléaire, tout cela est réservé à l'Ouest intelligent et responsable. En face, au Sud, la règle de la "non-prolifération" s'impose. L'A.I.E.A. (agence internationale pour l'énergie atomique) veille…

Toute tentative, de la part d'un pays du Sud, pour vaincre le blocus scientifique de l'Ouest, si fragile soit-elle, est vue d'un mauvais œil. Elle fait immédiatement soupçonner une orientation "extrémiste" et "xénophobe". Mais, dans le même temps, on peut dénoncer aussi son obstination "fanatique" à s'opposer à la "modernité" !

Ce que l'Ouest apprécie le plus au Sud, tout en versant une larme condescendante, c'est l'analphabétisme. Il y a 800 millions d'illettrés dans le monde (Quid). Le nombre absolu d'illettrés dans les pays sous-développés augmente rapidement (P. Bairoch). La population rurale est largement analphabète ; le taux est certainement supérieur à 90 % en Inde (P. Bairoch). La majorité des diplômés, formés à l'étranger, y retournent faute de pouvoir exercer leur profession. En 25 ans, 1 million de personnes hautement qualifiées du Sud ont quitté leur pays (1991). Ceux formés sur place deviennent souvent des fonctionnaires. Le nombre de diplômés scientifiques est très faible. Le secteur tertiaire est trop élevé par rapport au secteur secondaire : pour l'ensemble des "P.V.D.", il représente 53 % du P.I.B., contre 8 % à l'agriculture.

En 1974, la 29ème session de l'Assemblée Générale de l'O.N.U., ne pouvant qu'émettre des vœux pieux, adopta la Charte des droits et devoirs économiques des États ; les principaux pays occidentaux se sont abstenus ou ont voté contre.

Argent

La question économique est évidemment au cœur des problèmes spécifiques du Sud. Ce qui prédomine ici, c'est que le fameux "décollage" est un mirage. Donnons quelques précisions :

Le commerce international

Ah ! la susceptibilité chatouilleuse que montrent, à l'Ouest, les clans de l'oligarchie financière, n'est pas de mise de la part des pays du Sud ! L'on entend dire, dans le paradis occidental : *"nous ne nous opposons pas à la présence japonaise dans la C.E.E., si elle ne menace pas nos activités stratégiques"*. À l'inverse, le F.M.I. entend obtenir avant tout, de chaque pays du Sud, pour donner le feu vert aux *"programmes de redressement"*, qu'il garantisse une *"politique d'ouverture de son économie sur le monde extérieur"*... Une telle politique de domination cynique ne permet pas de poser le problème du commerce des pays du Sud en termes simples d'"échange inégal". C'est de tyrannie qu'il s'agit.

P. Bairoch écrivait en 1971 déjà : "Fais ce que je dis, mais ne fais pas ce que j'ai fait : tel est le langage des pays développés qui prêchent le libéralisme en matière de commerce international aux pays du Tiers-Monde. Eux-mêmes ont érigé des barrières douanières extrêmement élevées dans leur phase de démarrage et parfois bien au-delà de celles-ci. Pour le Tiers-Monde, il est impossible d'envisager la réussite d'un processus d'industrialisation sans une protection douanière élevée et d'une durée assez longue". Mais l'auteur, en même temps qu'il était dupe de l'"indépendance" politique des pays du Sud, voyant que l'"écart" entre l'Ouest et le Sud était trop grand, et qu'à aucun point de vue les pays du Sud ne pouvaient reproduire l'évolution moderne des pays européens, en restait à suggérer le dirigisme uniquement pour la forme et faute de toute réelle perspective.

Le fait est que le "déficit des échanges" des P.V.D. avec les pays industrialisés est de 20 à 25 %. Quelle recette marchande pourrait renverser la vapeur ?

Le fait est, également, que le taux de dépendance des P.V.D. à l'égard de l'exportation de matières premières est très souvent des 2/3 au 3/4, sinon plus ; que les exportations de produits manufacturés, quoique limités à l'industrie légère ou même l'artisanat, même compétitifs, sont découragées par la politique fiscale et douanière des pays importateurs de l'Ouest.

En définitive, comme chacun sait, le commerce du Sud ne peut se passer de l'"aide" de l'Ouest : ses capitaux et son savoir-faire ! Le problème est donc directement politique, puisque cette aide a pour préalable absolu la négation des attributs fondamentaux de la souveraineté classique : Budget-Défense-Justice.

La pseudo-nation du Sud se trouve "libre" de vendre ses ressources naturelles au C.B.O.T. (Chicago Board of Trade) et au L.M.E. (London Metal Exchange). Ce n'est pas elle qui y fixe les cours de ses "denrées tropicales", de ses "matières énergétiques" et autres minerais et métaux, mais la ploutocratie cosmopolite de l'Ouest.

Enfin, les pays du Sud détiennent systématiquement des monnaies inconvertibles, et leurs “réserves métalliques” se trouvent habituellement séquestrées à New York, Londres, Paris ou Tokyo.

Désemparés, les peuples du Sud voient néanmoins les conséquences du système et s’indignent : “Le libre-échange est un leurre”, il n’existe qu’“à sens unique”, s’exclament-ils.

La question agraire

Dans les conditions de simple pénurie néolithique où les pays du Sud sont maintenus, la question agraire reste la clef du problème économique. D’ailleurs les agriculteurs représentent environ 70 % de la population des pays à faible revenu. Et l’agriculture vivrière, secteur dominant et vital, en complet antagonisme avec l’agriculture d’exportation, occupe 65 % des actifs des pays du Sud.

L’agriculture vivrière est spoliée des meilleures terres, les sols les plus fertiles étant accaparés par les plantations de produits tropicaux destinés à l’export. Et elle est abandonnée à l’exploitation à l’aide de technologies traditionnelles, voire primitives (Bairoch).

En ce qui concerne le Tiers-Monde, le stade des rendements décroissants des terres cultivées (passage des terres riches aux terres pauvres) avait déjà été atteint dès les premières décennies de ce 20ème siècle, sinon bien avant (idem).

En 30 ans, de 1936 à 1966, le solde des échanges de céréales des pays sous-développés non communistes est passé d’un excédent à un déficit. L’Afrique importe 1/4 de son alimentation, alors qu’elle vivait en autosubsistance il y a trente ans, au moment des “indépendances”.

Environ 4/5 des territoires sous-développés ont une productivité qui implique le risque de famine.

Les pays du Sud produisent ce qu’ils ne consomment pas, et consomment ce qu’ils ne produisent pas ; n’est-ce pas le triomphe de la “division internationale du travail” ?

Il est évident que le problème agraire est avant tout un problème politique. Il est devenu aussi directement un problème industriel et financier :

• Par le poids déterminant de l’agro-industrie de l’Ouest ;

• Par l’acuité des facteurs industriels : transformation des produits, transport, stockage et distribution, qu’engendre la “monoculture”. Par l’“échange inégal” qui porte sur l’acquisition d’engrais, de semences et du machinisme.

• Par l’insoluble problème du financement, des crédits exigés par les opérations de défrichage/reboisement et de drainage/irrigation.

• Par la formation des cours sur les marchés à terme de l’Ouest, et l’impératif associé des opérations de couvertures en devises.

Il est évident que, à tous les niveaux, la ploutocratie de l’Ouest a les leviers décisifs en main.

Les “services nécessaires”

La condition de pénurie des pays du Sud s’exprime, à côté de l’urgence simple de l’alimentation, pour les questions de logement et de santé, qui sont suffisamment connues comme dramatiques, malgré les opérations juteuses qu’elles offrent aux hommes d’affaires de l’Ouest des Travaux Publics et de la Pharmacie.

La Dette

Tout le système de la domination néo-colonialiste se retrouve finalement dans le nœud unique de la “dette du Tiers-Monde”. Il faut prendre garde de ne pas isoler absolument cette question de la question d’ensemble du capitalisme parasitaire régnant depuis 1850. Depuis cette époque, en effet, à l’Ouest même, la relation économique fondamentale entre fonds propres et fonds empruntés s’est inversée, de sorte que l’on est arrivé aujourd’hui à couvrir cette honte à l’aide de la feuille de vigne comptable et l’invention du concept de “capitaux permanents” camouflant ce chancre du capitalisme contemporain. Tout l’édifice de l’économie contemporaine repose sur l’endettement : dette des États, dette des entreprises, et dette des familles. Cette “épée de Damoclès” pesant sur le capitalisme irresponsable contemporain est ressentie de longue date, sans que personne ne puisse proposer d’autre remède que la “fuite en avant”. La Dette des pays du Sud n’est que l’expression “dantesque” et effrayante du problème de l’Ouest, qui pense ainsi se délivrer de ses immondices. Ne dit-on pas, déjà, que le Canada lui-même est “dévoré vivant” par les intérêts de sa dette ? C’est une affaire d’une toute autre envergure pour les pays du Sud…

Chacun est tellement conscient du problème que le Pape dut même s’y attarder dans sa dernière encyclique sur le “Centenaire” de la Condition des ouvriers (Jean-Paul II – mai 1991). La manière de traiter le problème est tout à fait typique ; elle se développe en deux temps :

• “Le caractère naturel du droit à la propriété privée” est ré-“affirmé avec force” ; “s’exclure du marché mondial” et “compter sur ses propres forces” mène à “la stagnation et la régression” ; “le marché libre” est “l’instrument le plus approprié” du développement ; “Le principe que les dettes doivent être payées est assurément juste” ;

• “Il n’est pas licite d’exiger un paiement des dettes quand cela revient à imposer des choix politiques de nature à pousser à la faim et au désespoir des populations entières” ; “il faut trouver des modalités d’allégement, de report ou même d’extinction de la dette”.

Voilà l’opinion vulgaire répandue en l’occident décadent dans toute sa nudité. C’est dire : la situation est grave, ne touchons à rien, ça va s’arranger, après nous le déluge…

La meute des ploutocrates des pays “avancés”, qui s’auto-désigne “communauté internationale”, tient solidement dans ses mâchoires sa proie commune des pays du Sud. Le mécanisme de l’exploitation par la Finance et la Dette est bien rôdé et c’est une fusée à trois étages :

• Les Institutions Internationales, le redoutable F.M.I. en tête, couronnent le mécanisme. Avec la Banque Mondiale, le Club de Paris, la B.R.I., la B.I.R.D., appuyés par le G.A.T.T., le G7, la C.N.U.C.E.D. et autres assemblées, il s’agit de pondre, au prix fort et en offrant l’occasion d’“audits” luxueux facturés aux “clients”, des “programmes de redressement” aux pays “en difficulté” du Sud, tout en réduisant au minimum les frictions

entre gangs de l'Ouest. Ces programmes ont en commun d'imposer des structures budgétaires aux pays du Sud allant dans le sens de l'"austérité" quant aux dépenses publiques, et de faire accorder des garanties par ces "nations" sinistrées, du type "politique d'ouverture de l'économie sur le monde extérieur". Le F.M.I., dans sa sollicitude, sort alors un chèque destiné à faire face aux difficultés de trésorerie du pays réduit à des expédients pour éviter la faillite et qui "racle les fonds de tiroir".

• Ensuite viennent les "bailleurs de fonds" proprement dits, c'est-à-dire l'heure du chacun pour soi parmi les diverses mafias de l'Ouest. En premier lieu, il s'agit des "fonds gouvernementaux" des États-vautours.

• Enfin interviennent les "lignes de crédits" des "banques commerciales" privées.

• Le résultat de cette subtile politique d'aide au développement est illustré par la situation de l'Algérie : la Dette extérieure totale dépasse 27 milliards de dollars, placée à un taux usuraire, puisqu'elle génère plus de 5,5 milliards de dollars d'intérêts annuels. La dette totale a progressé de 50 % en quatre ans. L'"or noir" apporte 95 % des recettes en devises. Les 3/4 de ces recettes sont mangés par le service de la dette, alors que la loi du marché a rendu certaines importations portant sur le nécessaire (aliments, médicaments, logement) incompressibles. Si 10 % du montant des fonds prêtés sont volés par la bourgeoisie comprador et mis à l'abri à l'étranger, que reste-t-il, non pas pour le développement lui-même, mais simplement pour payer la solde mensuelle des mercenaires appliquant l'"état d'urgence" ? (N'oublions pas que, de 1974 à 1988, la France a vendu pour 100 milliards de francs de contrats militaires à l'Irak…).

Au total, la Dette du Tiers-Monde dépasse aujourd'hui 1400 milliards de dollars, ce qui représente près de 40 % du P.N.B. des pays du Sud, et le double de leurs exportations.

Les dépenses militaires, qui n'ont pour objet, aux yeux des Puissances, que de ménager une simple police locale et de consacrer la fiction "nationale" pour les marionnettes locales, ont rendu exsangues nombre de pays du Sud.

La plupart des pays du Sud sont incapables d'assurer le service seul de leur Dette (payer les intérêts et l'échéance immédiate). Ce service représente, dans le meilleur des cas, les 2/3 des gains à l'exportation et, pour les "nations" les moins développées, la totalité de leur produit national, ou bien cinq fois leurs exportations (B. Esambert).

Les débiteurs les plus pauvres sont incapables de payer seulement 40 % du service de la dette. Le nombre de pays condamnés à exporter du capital pour payer les créanciers augmente.

Les restrictions imposées par le remboursement de la dette ont causé la mort de 500 000 enfants en 1988 (Quid).

Afin de se dépêtrer des seules conséquences du système néo-colonial, et en ayant uniquement en vue les préoccupations de l'Ouest décadent se voyant courir à l'impasse, on parle en tous sens de "ré-échelonner" la dette, de la "restructurer", la "réaménager", la "reprofiler", en pensant avoir trouvé une solution à chaque fois qu'on invente un mot nouveau… Ce que signifie ce jargon, les salariés de l'Ouest peuvent en avoir une faible idée dans le discours qui leur est tenu à propos du "surendettement des ménages". Il s'agit, à tous les coups, de "refinancer" le crédit… en accroissant la charge des intérêts et la durée

d'hypothèque des revenus futurs. Dans l'esprit des sieuresses du genre Neiertz, cette issue est la seule convenable, les pays du Sud s'étant mis dans ce pétrin de la dette, ne pouvant être occupés que de "population cigales"…

En vérité, il faut remonter des conséquences aux causes, c'est-à-dire abattre absolument le système des usuriers de l'Ouest qui martyrise les peuples du Sud. Il est d'ailleurs plus qu'évident que c'est l'Ouest décadent qui a une dette vertigineuse vis-à-vis du Sud. Si les salariés de l'Ouest ne mettent pas, et vite, la main à la pâte, ne s'attellent pas à leur part de travail pour la fondation de la République Sociale Universelle, il est certain qu'on se prépare pas mal de "pleurs et grincements de dents"…

Horizon

Les problèmes d'"horizon" se posant au Sud peuvent être regroupés, faute d'une analyse approfondie qu'ils réclameraient. Globalement, ils doivent être abordés de la façon suivante :

La condition humaine, selon les critères civilisés, évoluait au sein de l'unité antagonique réalité/idéal, ce qu'on exprima par l'opposition entre l'état social et l'état "de nature". Autrement dit, l'humanité de fait, prise dans les rets de la propriété privée, reconnaissait avoir pour bornes pratiques, d'un côté la Patrie, de l'autre côté la Famille. Mais cette même humanité réelle se référait, précisément dans le but inconscient de perfectionner et simplifier sa propre condition générale, la propriété privée, à une humanité idéale, celle de "l'Homme" tout court, affranchi de la propriété privée et de l'exploitation de l'homme par l'homme qui en était indissociable. C'est ainsi que le corset social civilisé se ménageait des brèches :

• l'"au-delà" de la Patrie, qui permettait d'affirmer l'appartenance de tous au "Genre Humain". Par ce côté se trouvait proclamée la relation intime de la condition humaine avec l'Ordre général et nécessaire de l'Univers matériel ;

• l'"au-delà" de la Famille, qui permettait d'affirmer les exigences de la "Personne". Par ce côté se trouvait exaltée la spiritualité active et libre, propre à la condition humaine et reposant sur l'existence des âmes immortelles exclusivement individuelles.

Toute la grandeur, en même temps que les limites, du développement civilisé se trouvent dans cette double relation antagonique entre famille/patrie et humanité/individu, relation que l'ère civilisée vit naître et qu'elle porta à son accomplissement moderne par un effort poursuivi et tumultueux de 25 siècles.

La mission de la République Sociale Universelle, du communisme, n'est rien d'autre que de faire de l'"idéal" civilisé une réalité prosaïque, en s'avançant simplement sur la voie solidement pavée par la civilisation elle-même. Évidemment, faire que l'Individu et l'Humanité soient arrachés à l'"au-delà" social pour être intégrés à l'ici-bas ordinaire, cela entraîne simultanément une refonte totale de la ci-devant condition humaine réelle ; en l'occurrence, le processus d'extinction de l'exploitation de l'homme par l'homme, exploitation dont famille et patrie étaient sourdement pétries.

Les populations du Sud néo-colonisées se trouvent dans une situation réellement particulière relativement à la condition humaine telle que la conçoivent les critères civilisés. Initialement issues d'un état social où prévalaient les relations primitives, ces populations furent happées par la civilisation décadente, puis toujours plus profondément

ravalées à un “état de nature” de caractère barbare par la domination colonialiste. Par suite, les peuples qui occupent aujourd’hui la campagne du monde, mis au ban de la condition humaine civilisée réelle, se trouvent simultanément vierges de toute référence à la condition humaine “idéale” de la civilisation. Si famille et patrie sont pour eux des abstractions, humanité et individu sont obligatoirement des réalités tout à fait immédiates. C’est sur le plan de la défunte condition humaine “idéale” des civilisés que les peuples du Sud sont appelés à prendre leur grande revanche historique, se trouvant contraints par l’histoire coloniale d’envisager cet idéal de la manière la plus bêtement “matérialiste” qui soit !

• La relation des peuples du Sud à l’Humanité générale se trouve établie de façon directe, à travers l’écologie et la démographie.

- L’écologie constitue une malédiction immédiate pour les populations du Sud, comme conséquence directe de l’exploitation économique de leurs territoires. Deux expressions brutales en sont la désertification et la privation d’eau potable.

La désertification menace plus de 20 % des terres émergées. 40 % des forêts tropicales auront disparu en l’an 2000. Conséquences écologiques : inondations et sécheresse, altération du cycle de l’eau, diminution de la capacité d’absorption du C02 par la végétation (Quid). 38 % seulement des habitants du Tiers-Monde ont accès à l’eau potable. De nombreuses maladies sévissent au Sud, associées à la pénurie d’eau ou sa mauvaise qualité (400 millions de gastro-entérites, etc.).

Chacun sait, par ailleurs, que le Sud sert ouvertement de “poubelle” de l’Ouest pour ses déchets, nucléaires entre autres. Sans compter les expérimentations in vivo effectuées discrètement, telles que celles révélées à propos du Sida en Centre-Afrique…

- L’inflation démographique au Sud est la conclusion dernière de cette misère générale. Les habitants du Tiers-Monde comprennent 4,8 milliards d’individus, les 3/4 de la population mondiale. 40 % ont moins de 15 ans. Au Sud, le taux de croissance par habitant de la production agricole a un caractère négatif plus faible en 1970 qu’au début du 20ème siècle, alors que le niveau de départ de la production était, en terme de calories par habitant, voisin du minimum physiologique (Bairoch).

En 1989, l’espérance de vie des P.V.D. à faible revenu était de 58 ans, contre 76 ans dans les pays industrialisés (différence : 18 ans).

Sur la planète, sur 5,3 milliards d’habitants, plus de 1,12 milliards sont sous-alimentés (plus de 20 %). Dès 1985, on annonçait que 500 millions d’habitants du Sud étaient condamnés à mourir de faim d’ici l’an 2000.

Sur les 800 millions d’enfants des pays en développement, plus des 2/3 seront frappés de maladies ou d’incapacités, dues à la malnutrition ou aggravées par elle. Le taux de mortalité infantile peut être, au Sud, 3 à 10 fois plus élevé que celui des pays industrialisés. Le taux de mortalité des enfants d’âge préscolaire y est de 30 à 50 fois supérieur. 40 mille enfants meurent chaque jour de malnutrition et d’infections. Plus de 300 millions d’enfants présentent tous les signes d’une croissance retardée et nombreux sont les handicapés mentaux (Quid).

• La perspective touchant la Personne, au Sud, est évidemment dénuée de tout fantasme concernant l'"immortalité de l'âme". Même la "djihad" (la guerre sainte) des islamistes est fortement "réaliste" : en tant que combat contre les infidèles, elle est un devoir essentiellement collectif, distinct des obligations essentiellement privées du culte ; et le "chahid" (martyr) reçoit le privilège, dès avant le jugement, de goûter sitôt la mort d'une part des joies du Paradis : aux confins du Paradis, il habite, sous la forme d'un oiseau, des arbres au feuillage touffu, chargés de fruits délicieux (Gaudefroy-Demombynes – 1921).

D'une manière générale, l'horizon individuel, au Sud, se partage entre une poignée de déracinés et la foule attachée au folklore. Les premiers, diplômés de Harvard, Oxford ou la Sorbonne, sont bien souvent jugés en "harkis" par les populations, sans être véritablement respectés par les puissants de l'Ouest. Quant à la foule, elle est directement intéressée par la "libre association" communiste qui se propose de former l'homme "total", qui est simplement l'individu déployant librement ses virtualités.

La Personne, envisagée spontanément au Sud de manière sainement physique et sensuelle, s'exprime dès à présent, quoique de manière perverse, dans le fait que ces populations fournissent à l'empire de l'argent à l'agonie ses nouveaux histrions et gladiateurs, sous la forme des spectacles "exotiques" et des "sports" violents (boxe…).

———————

L'impasse

Quel rapport les "Indépendances", dont se trouvent gratifiées les nations-prolétaires du Sud, peuvent-elles avoir avec le développement historique authentiquement National qui fut celui des pays de l'Europe moderne ? Rigoureusement aucun. Comment peut-on se laisser prendre à cette grossière et indigne baliverne "nationale" à propos des pays du Sud néo-colonisé ? Cependant, les "oppositions démocratiques" du Sud s'y complaisent, en même temps qu'elles se montrent docilement sensibles à "s'insurger" contre le prétendu "totalitarisme", "fanatisme" ou "théocratisme" d'un mouvement légitimement subversif comme celui de l'Islamisme ! Pourtant, s'il y avait des Nations dignes de ce nom au Sud, il nous faudrait aussi les Washington et les Sieyès que cela implique, des "Déclarations de Droits" éclatantes dont l'univers se ferait aussitôt l'écho. Il nous faudrait par-dessus tout que le Sri Lanka, le Lesotho, l'Équateur, la Jordanie, le Laos ou la Papouasie nous montrent leur propre rayonnement colonial, leur "Compagnie des Indes" exclusive, c'est-à-dire ce sans quoi les Nations modernes ne seraient pas même pensables ! Au lieu de cela, les malheureuses populations du Sud en sont encore à recevoir les sempiternelles admonestations hautaines des Puissances de l'Ouest les accusant d'être rétives devant le "difficile apprentissage de la démocratie"... "Jusques à quand", comme disaient les Communards ?

En vérité, les communautés du Sud, sorties de l'ère primitive pour devenir la proie de la domination colonialiste de l'Ouest décadent, se sont vues du même coup ôter tout espoir de s'engager dans le cycle civilisé, à commencer par la possibilité de se constituer en Cité sous la forme antique élémentaire. De l'aveu quasi-officiel, l'Ordre International onusien et néo-colonialiste qui pèse sur le Sud n'est qu'"Une machine à fabriquer du pauvre" (B. Esambert), l'ordre de l'extension de la misère pure et simple et de la mort lente. De fait, il y largement plus de "blancs" en Afrique noire aujourd'hui que du temps des "Possessions d'Outre-mer". Et ces colons "démocrates" font valser des sous-despotes locaux, gardes-chiourmes accrédités qui sont gracieusement autorisés à dilapider les ressources naturelles du pays, et à en évader quelques miettes pour leur usage personnel dans les paradis fiscaux de la ploutocratie cosmopolite, en restant gardés à l'œil par les plénipotentiaires des "Grands Groupes" multinationaux. Ainsi, le Sud est-il le royaume des épidémies et de la famine, de la corruption et des trafiquants, de l'"hyper-inflation" et des coups d'État. Quel triomphe des "valeurs" occidentales !

La "morale" de la domination colonialiste contemporaine, un connaisseur en la matière l'avait depuis longtemps formulée : c'est Albert Sarraut l'un des principaux personnages de la 3ème République française, frère du Président du Parti Radical sous A. Lebrun, après avoir occupé huit fois la dignité de Ministre des Colonies. Ce spécimen de la décadence civilisée écrivait sans détour : *"La nature a distribué inégalement à travers la planète les matières premières, les richesses naturelles"* et en prive *"le génie inventif des races blanches" ; "Faut-il laisser en friche, abandonner à l'ignorance et l'incapacité les immenses étendues incultes, trésor commun de l'humanité, contre les droits de l'univers ?"* (*Grandeur et servitude coloniales* – 1931).

Bien imprudemment, le sinistre A. Sarraut prêchait, à l'avantage de l'Ouest décadent et au détriment du Sud proscrit de la civilisation, la souveraineté de l'utilité sur la valeur (d'échange) et la règle communiste au profit du capitalisme parasitaire… Il n'est que justice que ceci même soit à présent recherché par les peuples et pour le bien des peuples !

Les Indépendances fictives des pays du Sud ont eu le mérite de susciter le besoin extrême de ces pays de se civiliser, tandis que le système néo-colonial leur signifiait en même temps l'interdiction absolue d'y procéder. Une seule conséquence reste à tirer, qu'on ne peut plus esquiver : le cadre pseudo-national des pays du Sud constitue l'obstacle déterminant à leur émancipation ; se moderniser signifie nécessairement œuvrer à la fondation de la Nation Mondiale dont la civilisation expirante est grosse et dont elle se refuse à accoucher ; le forceps de l'action révolutionnaire devra donc y procéder.

———————

En somme, toute notre réflexion sur les nations-prolétaires du Sud n'est que méditation sur les paroles profondes de H. Kourouma : *"La lutte pour l'unité nationale nous a rendus plus nègres que nous ne l'étions avant"*.

———————

Reconquête

L'évolution catastrophique des 30 années écoulées de "décolonisation" place aujourd'hui le peuple mondial unique devant un nouveau défi. Ce défi, ouvertement lancé par la "guerre du Golfe" est celui de la reconquête coloniale directe, vers laquelle se porte spontanément la mafia cosmopolite de l'Ouest décadent.

Quatre étapes

Un bref survol du développement général du monde depuis la deuxième guerre mondiale (W.W.2) montre comment nous en sommes arrivés là.

1- Les quinze premières années (1945-1959)

Cette période est celle de la Reconstruction, dans le cadre de la Pax Americana. En définitive, durant cette période de "sortie" de la guerre, les U.S.A. s'emploient à maîtriser les bouleversements sociaux, prévisibles et prévus, consécutifs à la prétendue "victoire de la Démocratie".

Il s'agit, en premier lieu, de la "guerre froide", qui se manifeste aux U.S.A. même par le maccarthysme et la loi anti-grève Taft-Hartley. À l'extérieur, c'est la guerre de Corée et la conquête de Taiwan, l'offensive déchaînée contre les démocraties populaires d'Europe centrale, les scissions syndicales orchestrées par la C.I.A. en Italie et en France.

Pour finir, il s'agit de négocier habilement la "décolonisation" du Sud, c'est-à-dire faire accepter leur déclin aux vieilles puissances coloniales européennes et livrer les richesses naturelles du Sud à la Finance anonyme.

2- Les quinze années suivantes (1960-1974)

Cette période est celle où l'on recueille les fruits de la reconstruction ; c'est la première phase du véritable "après-guerre".

Il s'avère que la reconstruction, commandée par l'impératif politique de "contenir le communisme", à l'Est et au Sud principalement, profite avant tout à la montée économique de l'Allemagne et du Japon, les anciens "vaincus" et, par ceux-ci, de l'Europe et du Pacifique. Les U.S.A., sapant ainsi leur "royauté", sont amenés en même temps à perdre totalement leur visage "non-colonial" dans la guerre du Vietnam (1964-1973). L'on assiste ici aux prouesses de la Grande Démocratie, à coup de napalm, de bombes à billes et de défoliants. Outre les destructions vertigineuses de terres arables, forêts et bétail, l'Indochine a droit à 1,7 millions de morts et moitié autant de blessés. Le Sud Vietnam (1,1 million d'habitants) reçoit, par an, 1 million de tonnes de bombes, à comparer avec les 1,5 millions de tonnes de bombes jetées sur l'ensemble de l'Europe durant toute la seconde Guerre Mondiale. Le contrecoup de cet exploit inoubliable est, pour l'Amérique, la nécessité de l'inconvertibilité du dollar (1972) et les fameux "déficits" (budgétaire et commercial), qui vont empoisonner l'économie de tout l'Ouest.

Cependant, au Sud, l'euphorie des Indépendances se traduit par l'organisation à grande échelle de l'endettement, en vue du prétendu "développement". Cette période est celle de la "Banque Mondiale" de McNamara, qui se félicite de mener la "guerre contre la pauvreté dans le monde". L'orientation prise consiste à "faire passer l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale". L'agro-business se charge d'opérer "l'intégration au marché

mondial" des pays du Sud, sous la direction du C.B.O.T. (Chicago Board of Trade) couplé à la F.A.O. La manœuvre est placée sous la protection discrète des G.I.'s répandus sur la planète, prêts à donner la main aux "escadrons de la mort" locaux.

Au total, alors, s'achèvent les "30 Glorieuses" de l'économie mondiale d'après-guerre.

3- Les quinze années ultérieures (1975-1989)

Cette période est celle de la montée des périls au sein de l'ordre onusien. Progressivement, les U.S.A. se voient supplantés dans leur leadership, d'abord commercial, puis industriel, tandis que l'engorgement des marchés mène au Krach de 1987 à la Bourse de New York.

Simultanément se développe la déroute des pays du Sud appliquant le "socialisme réel", c'est-à-dire ayant pratiqué de prétendues "réformes agraires" bureaucratiques.

Au Sud, c'est surtout le problème de la Dette qui se hisse irrésistiblement au premier plan, de sorte que l'O.N.U. émet le vœu pieux d'un Nouvel Ordre Économique International (1974). Dans le même sens, sévissent les panacées de la C.N.U.C.E.D., étalées à Nairobi (1976) : "programme intégré des produits de base", assurer "des prix stables et rémunérateurs" par des formules de "quotas", "stocks régulateurs", et autre poudre de perlimpinpin.

Inévitablement, des tensions graves se produisent. En 1979, la F.A.O. tient à Rome la "grande conférence mondiale" sur la réforme agraire et le développement, à propos de laquelle on dit "pour la première fois le problème examiné dans son ensemble" ; on avoue simultanément que *"les stratégies adoptées au cours des deux précédentes décennies ont échoué"* (H. Santa Cruz, secrétaire général).

La même année, Khomeyni est accueilli en triomphe par trois millions de personnes en Iran. Le Shah, "empereur" et "lumière des Aryens", la coqueluche des couvertures de "Jours de France", est piteusement mis en fuite. Au même moment, naissent les "banques islamistes", première tentative pour échapper à la fois au diabolique "marché" occidental et au "plan" inféodé à la Nomenklatura soviétique.

4- La période actuelle (depuis 1989)

Cette période est celle où s'envolent toutes les illusions, de la désintégration totale de l'ordre issu de la seconde Guerre Mondiale, de Yalta et de l'O.N.U. Aussi bien à l'Est qu'au Sud, rien ne va plus.

Les fauves de la "communauté internationale", jusque-là réunis pour dévorer le Sud néo-colonisé, sortent leurs griffes. À qui le leadership ? Au dollar ? au Yen ? à l'ÉCU ? Ces apprentis-sorciers savent d'instinct que la "belle époque" de la curée concertée est révolue et que l'heure est venue du terrible chacun pour soi.

Plus précisément, au fil des années de moins en moins glorieuses de la stagflation à l'Ouest, et de la dégradation accentuée de la "souveraineté" fictive des pays du Sud, se tissent les conditions d'une nouvelle polarisation des ex-nations unies. Bref, c'est la

gestation progressive de deux “blocs” mondiaux qui devront s’engager dans la “Guerre totale”, pour conquérir une nouvelle “direction” unique sur de nouvelles ruines.

Chaque Puissance de l’Ouest se lamente, le gibier se faisant rare dans la chasse aux “grands contrats”. Chacun proclame la nécessité de “mieux cibler notre aide” (qui ont-ils jamais aidé !). Le “parler cru” de la presse financière fait froid dans le dos : il faudrait s’empresser d’aider les pays de l’Est, “d’autant plus que les Japonais sont déjà là”…

Par ailleurs, l’on pérore plus que jamais à propos des “stratégies de développement”. L’on jase à perte de vue sur le “développement autocentré”, “l’industrie industrialisante”, le “processus entrepreneurial débouchant sur le réel décollage”, la “majoration de l’aide publique des pays industrialisés” au-delà des 0,36 % de leur P.N.B., en faveur du Sud. Mais l’Est s’effondre, comment “aider” tout le monde ?

L’Ouest décadent n’est pas démangé par les scrupules ; on assaisonne toutes ses piailleries de projets d’“investissements de type éthique”. On n’a même pas oublié de pondre des F.C.P. (fonds communs de placement)/Tiers-Monde, instruments de défiscalisation charitables ornant le marché de l’épargne. En même temps, les “missions humanitaires” s’agitent en hurlant au “droit à l’ingérence” du Président français.

En bref, une nouvelle crise planétaire de l’Ouest se dessine, au sein de la décadence. Cette crise, provisoirement retardée précisément en en rejetant dans un premier temps le plus grand poids sur le Tiers-Monde, n’a à présent plus de dérivatif et s’en trouve aiguisée à l’extrême.

Chez les “riches”, le néo-nazisme prolifère, dans de multiples versions, depuis “America First” jusque la “Russie millénaire”, en passant par l’“Europe au destin Impérial” (eurodroite). La seule question est de savoir quel “bloc” en fera sa carte maîtresse, tandis que celui d’en face préférera ressortir la loque de la Démocratie comme oriflamme.

L’époque actuelle de désintégration et de repolarisation de la civilisation décadente peut être datée d’octobre 1988, des “émeutes de Bab el-Oued” en Algérie, initiées par les lycéens et les écoliers. À cette date, l’armée, l’A.L.N. jusque-là auréolée de la gloire du combat armé mené durant huit ans (1954-1962) contre cinq millions de soldats français, tira dans le tas, comme un vulgaire roi du Maroc s’y prend à l’égard des bidonvilles de Casablanca. Il y eut 500 morts, avec état de siège à la clef. On peut dire que ce jour-là le mythe de la décolonisation s’est évaporé. À cela s’est ajouté, depuis, l’exploit du massacre de 200 mille Irakiens dans la “guerre du pétrole” (janvier 1991), où la France joua le rôle le plus criminel de tous par la caution morale qu’elle donna, aux yeux du Sud, à l’opération américaine. On ne comprend pas la négligence de la Cour Suprême américaine, qui n’est pas intervenue pour ajouter une 51ème étoile à la “bannière étoilée”, celle de l’Arabie Saoudite…

En résumé, relativement au Sud, l’évolution depuis 1945 se dessine assez nettement. La voie du “non-alignement”, initiée à Bandoeng (1955), confortée par l’influence de la Chine maoïste (Chou En-Lai), fut finalement balayée par le raz-de-marée néo-colonialiste, dirigé par les U.S.A. maîtres de l’O.N.U. Le néo-colonialisme s’est imposé, à la faveur même de la rivalité américano-russe. Dans la politique des “blocs”, le néo-colonialisme “de gauche”, de la “bourgeoisie rouge” qui s’était annexée les fractions “intellectuelles” des diverses bourgeoisies compradores, a en effet fortement contribué à brouiller les cartes, en donnant l’illusion d’une alternative.

Aujourd'hui, c'est tout le système néo-colonial, dans ses deux versions droite/gauche, qui s'effondre. Le projet criminel de Reconquête coloniale directe prend prétexte de cet effondrement même. Or, le néo-colonialisme est la forme ultime de la domination colonialiste, puisqu'elle s'appuie sur l'indépendance fictive des victimes. Ce système débouche sur un drame sans précédent, après avoir suscité les illusions les plus insensées. La dérive spontanée de la civilisation décadente vers la barbarie totale de la reconquête promet évidemment des désastres d'une ampleur bien plus grande que ceux occasionnés par les anciens "repartages du monde" qui furent l'objet des précédentes guerres mondiales inconséquentes.

Mais qui est prêt à faire obstacle au mouvement désormais enclenché ? N'est-il pas vrai que la preuve est faite : les loqueteux du Sud "n'étaient pas mûrs pour l'indépendance". Pourquoi donc se gêner pour se lancer dans l'"ingérence" tous azimuts !

———————

Deux méthodes

La reconquête coloniale prend forme en empruntant deux voies opposées et complémentaires : les “privatisations” et les “accords de troc”. La première voie envisage la mainmise sur les “matières premières et énergétiques” du Sud “en valeur” ; la seconde l’envisage en “volume”.

1- Les privatisations

À la faveur de la liquéfaction des autorités de façade des pays du Sud qu’entraîne l’effondrement néo-colonial, les hyènes des multinationales de l’Ouest prêchent la “déréglementation” à outrance concernant les richesses du Sud. Les officiels, tout en faisant état de la “zizanie qui fait rage” entre “pays producteurs” de produits de base, se réjouissent du nouveau “vent de libéralisme” des bourgeoisies compradores aux abois. Ceci est vu comme le triomphe du “libéralisme”.

En fait, il s’agit, sous prétexte de laisser les forces spontanées du “marché” purger les entraves bureaucratiques des “grands accords” antérieurs par produits, de convertir les emprunts irrécouvrables des P.V.D. en “actions”. Tel est le sens des manœuvres type “plan Brady”. Les nouveaux “accords de partenariat” désormais vantés sont d’ailleurs reconnus comme “nouvelle méthode de gestion de la dette”, par la formule des “conversions de créances en actifs”. De cette façon, les richesses naturelles du Sud ne sont plus simplement le “gage” de la Finance internationale apparaissant comme simple banquier, mais sa propriété directe au titre d’entrepreneur. Il est inévitable que le vampirisme néo-colonial se trouve du même coup conduit à un retour direct à la “gun-boat policy” (politique de la canonnière), à l’occasion de la première défaillance du pays “souverain” du Sud. Autrement dit, il y a menace permanente que le pays “partenaire” du Sud se voit arraché son dernier voile juridique d’indépendance politique. Dans le même moment, la méthode des privatisations porte inévitablement les divers rapaces financiers de l’Ouest à rejeter leur unité de façade face à l’océan des “damnés de la terre” du Sud en vue d’un affrontement. Pour cela, il leur faut aussi se coaliser à marche forcée en deux camps ayant chacun les moyens de défendre leur “bien” respectif face à l’autre.

2- Les accords de troc

Le mouvement de privatisation prend encore les dehors “marchands” du G.A.T.T., c’est-à-dire de la décadence sereine. Mais déjà est lancée l’autre méthode, adaptée aux temps agités, celle de l’annexion des “sources d’approvisionnement” en volume (ou en nature).

Il s’agit cette fois du développement ouvertement “autarcique” des “accords de troc” que les Puissances multiplient à l’envie dans le chacun pour soi déclaré. Ici s’affirme la tendance du système-argent, qui fut l’essence même de l’économie civilisée, à se mettre officiellement en opposition avec lui-même.

Déjà la démagogie nazie, face à l'hypocrisie des "démocrates" sournois, proclamait : "l'or n'est plus roi" (Émile Roche – 1942). Les hostilités étaient déclarées contre le parasitisme financier de la "juiverie internationale", on décrétait "l'agonie de l'or", auquel on opposait "la formation de l'Étalon-Travail", la "Traite de Travail" (Francis Delaisi – 1942). Ernst Wagemann, l'homme du "trop de théorie", au nom de "l'État du Peuple", prêchait "la nouvelle éthique économique", concluant hardiment à la "démonétisation de l'or", auquel on substituait la "compensation économique" (1941). Ernst Samhaber s'élevait également contre "la méthode monétaire" et chantait "la forme nouvelle de l'économie dirigée" qui "fait table rase de l'idée de propriété sacrée" et dont le modèle était "l'organisation allemande" où "le travail devient un service national" (1942). Nous savons que ces recettes ne font qu'ériger en système morbide, au sein de l'Occident convulsionnaire, le régime chronique de "l'économie armée" (Kai Sheng Chen – 1940), accompagné d'un "S.T.O." universel.

———————

Moralité

Du côté des “naufragés de la dette”, l’“opposition démocratique”, qui est le nouveau nom donné, dans les conditions du néo-colonialisme, aux anciens “Évolués” du temps des Empires coloniaux, ne se fait pas prier pour prétendre que privatisations et accords de troc sont le remède efficace pour “casser la spirale de l’endettement”. Tel fantoche du Togo clame que l’intervention militaire française pour rétablir l’ordre ne serait “pas du tout choquante”, que “la population la réclame”. Tel autre pantin, argentin celui-là, passionné par la “politique de rigueur libérale”, nous est présenté comme tenant “le discours monétariste d’un classicisme à toute épreuve” ; il joue à fond “la confiance des investisseurs” et la “délocalisation des capitaux formant les fortunes privées de l’Amérique latine”. Cependant, devant la vente d’Hassi-Messaoud, “le principal bijou de famille” de l’Algérie, aux pétroliers Total et consorts, les islamistes, très perspicaces, crient sans hésiter : “Bah El Bled”, c’est-à-dire : les fantoches bradent le pays…

L’évolution actuelle, absurde jusqu’à la démence, vers la Reconquête coloniale directe, visant à restaurer les Possessions d’antan, mais portant sur l’ensemble du Sud et au profit d’une Superpuissance totalitaire unique, les folliculaires de la Finance nous y initient de manière cynique en répandant leur venin idéologique. Et l’on nous distille le discours suivant : le Nord pourrait se passer du Sud mais non l’inverse ; les P.V.D. sont les artisans de leur propre malheur ; ils doivent prendre le dur chemin de l’ardeur au travail dans le cadre de l’économie libérale ; la marche vers le développement comporte une phase intermédiaire de relative vassalisation ; s’il est ennuyeux d’être exploité par les multinationales, il l’est encore plus de ne pas l’être. C’est textuellement ce que monsieur Esambert écrit à l’automne 1991, en ne reculant pas devant l’audace de placer une citation de Trotski en exergue ! Plus crûment, les “petits-blancs” de l’Ouest commentent les désastres engendrés par le néo-colonialisme en ressassant au bistrot : c’est bien la preuve qu’on n’aurait jamais dû abandonner nos colonies…

Les U.S.A., devant faire face à leur déclin stratégique, commercial d’abord et industriel ensuite, ont tout à craindre désormais sur le terrain directement politique. Ils semblent bien décidés à se crisper sur la seule supériorité qui leur reste, l’avantage militaire hérité de leur ancienne puissance économique. Ils y sont d’ailleurs encouragés par le fait que le dollar ne peut rester sur-coté comme monnaie-refuge, qu’en entretenant délibérément le désordre politique international, lequel alimente en même temps leurs initiatives de “gendarme international”. Ainsi donc, à moins de bouleversements inattendus, en particulier une crise sociale interne d’envergure et incontrôlée, l’Amérique a de bonnes chances de devenir le terrain d’élection d’une nouvelle mouture de la croisade totalitaire, visant à installer partout des “gauleiters”, dans un régime portant au premier plan des personnages style “bérets verts” mâtinés de Ku-Klux-Klan. C’est à ce moment que les peuples d’en-face, en Europe tout d’abord, risquent de se laisser subvertir par l’hystérie “démocratique”…

Les monstres aveugles de la mafia financière cosmopolite, qui portent le monde au bord de l’abîme, que seule l’idée de “durer” par tous les moyens habite, n’ont évidemment pas le moindre soupçon que les peuples peuvent intervenir au point de changer totalement les

règles du jeu. Mais il ne faut pas croire qu'ils dorment tout à fait tranquilles. Leur tracas, de ce côté, perce parfois, et cela donne alors des paroles du genre de ce qui suit : *"Il est impératif d'industrialiser le Sud, ne serait-ce que pour maintenir sur place les potentiels immigrants, et pour éviter que les élites ne versent dans le maoïsme ou l'intégrisme"* (Esambert : La guerre économique mondiale). Affaire à suivre !

———————

Conclusion

Les “Barbares”

À l’Ouest, en 1850, se déclencha la décadence de l’ordre civilisé tout entier. La répercussion directe en fut, au Sud, le développement de la domination colonialiste sous sa forme dernière, organisée par le capitalisme parasitaire.

Ce système inédit de domination colonialiste “absolue” comporte deux caractéristiques : premièrement, il vise l’annexion pure et simple des Territoires, sans considération aucune des Populations ; deuxièmement, il porte son action jusqu’aux confins du genre humain, frappant les ultimes communautés où prédominaient antérieurement les rapports sociaux primitifs.

Le néo-colonialisme, qui sévit au Sud depuis trente ans, n’est que la forme achevée de cette domination colonialiste contemporaine sévissant, sous couvert de la fiction juridique des Indépendances, au moyen de l’arme essentielle de la Finance et de l’Endettement. Ainsi s’effectue l’annexion “spontanée” des richesses naturelles de la “campagne du monde”, par la ploutocratie cosmopolite dressant son trône dans la “ville du monde” qui désigne l’Ouest décadent.

Les ravages exercés par trente ans de néo-colonialisme n’ont aucun précédent dans toute l’histoire humaine, par leur envergure, leur brutalité et leur forme galopante. Le génocide avec lequel ils coïncident représente un “crime contre l’humanité” au degré le plus élevé qu’on puisse concevoir.

———————

Reprenons :

1- Une nette polarisation **mondiale** liant l’Ouest et le Sud résulte du déploiement de la domination néo-colonialiste.

“Libres” de toute allégeance à une “métropole” déterminée, les populations du Sud se trouvent directement conduites à affronter “l’Ordre Mondial” existant. Leurs luttes revendicatives les amènent en permanence à solliciter les “institutions internationales”, F.M.I., Banque Mondiale, etc.

L’ultime recours des populations du Sud apparaît toujours dans le “Conseil de Sécurité de l’O.N.U.” Celui-ci se trouve contraint de se montrer sous son vrai jour : organe d’orchestration d’“opérations de police” d’envergure, des entreprises de “sale flic” menées contre le Sud par la ploutocratie cosmopolite. La chose est à peine voilée dans les déclarations d’un “responsable saoudien” durant la guerre du Golfe : “Les opérations de l’Aramco (Compagnie pétrolière U.S. basée à Bahrayn) soutiennent l’action militaire”. Mais cela même ouvre les yeux ; c’est ainsi que l’ex-ministre de la justice des U.S.A. déclara courageusement : “L’O.N.U. n’est qu’une enceinte de corruption où des puissances achètent, par l’argent et la menace, la voix des petits pays. Nous faisons cela avec toute nation susceptible de voter pour nos intérêts ou disposée à maquiller nos coups de force à l’étranger en croisade du Droit” (Ramsay Clark).

2- L'exploitation "**anonyme**" de la campagne par la ville à l'échelle planétaire qui constitue le contenu de la domination néo-colonialiste, met irréversiblement à jour que pour les populations du Sud, la question "nationale" se trouve entièrement absorbée par la question "sociale". De la manière la plus franche qui soit, l'idée s'impose aujourd'hui que la question du Sud relève de la "lutte des classes entre nations" (Lénine). Plus précisément, il est devenu avéré que l'impératif de "modernisation" du Sud – qui est en fait l'impératif de la civilisation tout court – passe par la rupture avec le capitalisme parasitaire trônant à l'Ouest, et son renversement.

3- L'état réel de "**nations-prolétaires**" des populations du Sud découle de la réunion des deux éléments précédents réunis : l'exploitation anonyme et mondiale du Sud par l'Ouest. Ceci met en lumière le véritable caractère de la prétendue "décolonisation", qui ne fut qu'une parodie macabre de 1789 à usage colonial. Les populations du Sud se trouvent tout bonnement dans une situation collective de "prolétaires sans patrie", alors que les salariés de l'Ouest subissent cette condition dans le cadre familial hérité du développement civilisé. Les uns et les autres ne peuvent se découvrir une réelle identité que dans une même "Internationale" se donnant le but unique de l'émancipation du genre humain.

4- Les **pseudo-gouvernements** des pays du Sud n'ont pour fonction que celle d'"intendants" des maîtres de la Finance cosmopolite, chargés de gérer la mainmise sur les richesses naturelles de cette "campagne du monde". De ce fait, les néo-colonisés sont en quelque sorte exploités par leurs propres "compatriotes", dont le rôle réel n'est pourtant que celui de "contremaîtres", d'exécutants aux ordres de la ploutocratie cosmopolite.

Les nouveaux "évolués" à la tête des pays du Sud jouent le rôle de maquereaux, qui prostituent "librement" leurs communautés. Ces "élites" locales forment simplement une maigre bande de courtisans mangeant dans la main de la Finance cosmopolite qui les affuble d'une livrée "nationale". Ce sont des courtiers vénaux, payés à la commission et aux pots-de-vin, employés à solder les ressources naturelles de la contrée et à prendre commande au prix fort du rebut des armes "conventionnelles" des pays se disant "développés". Cet "équipement" permet seulement l'organisation de parades protocolaires, assure la garde personnelle de la camarilla au pouvoir, et entretient la braise des conflits régionaux fratricides.

Les équipes de fantoches qui entretiennent la fiction des Indépendances sont fondamentalement condamnées à appliquer la ligne de "droite" qui leur est dictée par l'Ouest décadent, c'est-à-dire à assumer leur rôle de "gauleiters" régionaux ; accidentellement cependant, certains sont poussés à embrasser une ligne de "gauche", à s'embarquer dans un "bakouninisme" gouvernemental ayant la prétention folle de "faire chanter" les puissants par le moyen d'un terrorisme international condamné à l'avance.

Les gogos des "oppositions démocratiques" du Sud qui mordent à l'hameçon rouillé des "droits de l'homme" qu'on leur lance, sans prendre même la peine de le pourvoir d'un appât, ne méritent évidemment que l'indifférence générale des peuples.

Le développement de la domination colonialiste contemporaine, qui culmina dans le néo-colonialisme, dont nous assistons aujourd'hui à l'effondrement, confère aux peuples du Sud un rôle déterminant dans l'œuvre nécessaire et urgente d'édification de la République Sociale Universelle.

Relevons tout d'abord que les 150 années écoulées de décadence civilisée n'ont pas plus donné l'occasion d'une expérience décisive de pré-socialisme au Sud, qu'elles ne permirent de victoire décisive du communisme à l'Ouest.

Finalement, jusqu'à présent, les entreprises pour échapper à la décadence civilisée et entraîner l'humanité hors de la préhistoire, dans la voie communiste, furent seulement le fait d'États se trouvant dans une situation intermédiaire : d'anciens Empires Ruraux qui refusèrent tout à la fois la "promotion" ploutocratique et la déchéance coloniale. Selon que l'accent est placé sur un aspect ou l'autre de ces deux écueils, tel est le sens des soulèvements épiques dirigés respectivement par Lénine et Mao. À l'inverse, des États se trouvant dans une situation analogue nous donnent l'exemple d'une évolution différente : d'une part, nous avons l'"exception" japonaise, réussissant sa promotion ploutocratique ; d'autre part, nous avons le "cas" Ottoman, n'échappant pas à la déchéance colonialiste.

Signalons à ce propos que Lénine et Mao, partant de leurs conditions historiques et géographiques propres, envisagent essentiellement la lutte contre la domination colonialiste contemporaine comme l'affaire de "pays dépendants" et "protectorats". Cela signifie qu'ils ont principalement en vue des peuples ayant bénéficié d'un développement civilisé antérieur incontestable et de l'héritage étatique accompagnant ce développement, même si cet appui ne concerne que les époques rurales (antique et gothique). Un tel héritage entraîne avec lui l'existence d'éléments d'une bourgeoisie nationale dans le pays, née au contact de la civilisation moderne européenne. Une telle perspective s'affirme encore de manière prédominante dans la célèbre "Lettre en 25 points" du Parti Communiste Chinois du 14 juin 1963. La polarisation planétaire Ouest-Sud issue du déploiement néo-colonialiste des trente dernières années oblige à aborder la question sous un angle nouveau.

L'orientation générale de la République Sociale Universelle est la même, et plus que jamais, pour les masses de l'Ouest et les peuples du Sud. Ces deux forces sont "compagnons de chaîne" depuis la décadence civilisée de 1850 ; si leurs divergences sont parfois vives, elles ne le sont pas plus qu'entre hommes et femmes dans le cadre du patriarcat civilisé : chacun pesait à sa façon propre dans la famille privée, mais ensemble ils faisaient marcher la barque de la "cellule" sociale fondamentale. Envisageons donc de façon couplée, au Sud et à l'Ouest, l'œuvre de fondation de la République Sociale Universelle, en mettant en relief le rôle spécifique du Sud.

Le but qualitatif visé dans les deux cas est la rupture avec la décadence civilisée, aboutissement de la lutte immédiate pour des "réformes", et point de départ vers le "but final" de la société sans Argent et sans État. Tenons-nous en à cette sphère de l'Action, en négligeant le domaine de la Pensée. La situation actuelle d'effondrement du néo-colonialisme met au premier plan précisément les deux exigences consistant à se ménager les conditions préalables du dépérissement de l'Argent et de l'État. Ces deux exigences sont simplement inversées dans leur priorité relativement au Sud et à l'Ouest.

1- Dépérissement de l'État

C'est l'exigence "première" du Sud, souffrant avant tout de l'oppression "mondiale" :

• Au Sud, précisément, revient le privilège de lever haut le drapeau du Gouvernement Mondial, condition première de la suppression de tout État. Le Sud, privé de Cité, trouve ici sa grande cause, propre à notre époque de décadence civilisée. Cette cause de la Nation Humaine ne peut vaincre que sur les ruines des "parlements" mondiaux de la décadence, S.D.N. et O.N.U. Si les Indépendances nationales furent fictives pour le Sud, la Nation Humaine est des plus effectives pour lui.

Ce but de la Nation Humaine par le gouvernement mondial n'est rien d'autre, en ce sens, que la réalisation de l'idéal civilisé, que la civilisation pouvait perfectionner comme idéal, mais point du tout réaliser. Que furent d'autres, en effet, successivement : chez les Anciens, le rayonnement indéfini de l'Hellénisme, ou Sagesse politique conçue sans frontières ; chez les Gothiques, la "catholicité" (ou universalité) de l'Ecclésia, ou Foi révélée expansive ; chez les Modernes, le règne sans limite des Lumières, ou Loi naturelle ?

Dans les conditions présentes du Sud, il est intéressant de signaler la pression puissante exercée dans le sens de la Nation Humaine, sous une inspiration religieuse issue des profondeurs de la civilisation rurale. Par cette voie détournée, la preuve nous est faite qu'au Sud, le levain authentiquement civilisé conserve sa force subversive, à condition précisément que sa forme constitue un "rejet" sans ambiguïté de la domination colonialiste de l'Ouest décadent. En Asie, le Taoïsme joue déjà ce rôle, dans la tradition des "Boxers", et il le peut d'autant mieux qu'il a dû abandonner toute idée de "protéger l'auguste empereur" qui ne reviendra plus. L'Islam joue dès à présent puissamment ce rôle, en invoquant "al Ummah", la communauté super-étatique des craignants-Dieu. Cette fonction de ferment, l'Islam la remplit d'autant mieux qu'il est délivré de l'idée de "rétablir le Califat" qui ne reviendra jamais. En tout état de cause, Musulmans ou Taoïstes sont bien plus au fait des nécessités présentes du Sud d'avancer pratiquement dans le sens de la Nation Humaine, que les rachitiques sous-produits de l'Ouest décadent ânonnant le catéchisme aride de la "laïcité" et de la "tolérance" !

Le combat des populations du Sud pour la Nation Humaine unique comporte réellement un caractère "patriotique", mais nullement au sens classique et libéral du mot. Il s'agit simplement de faire triompher au Sud une succession de "dissidences régionales", relativement à l'Ordre Mondial actuel de la Finance cosmopolite. Les "régions libérées" du Sud n'auront d'autre choix que de se concevoir elles-mêmes comme de simples "bases d'appui" dans le processus prolongé de formation du futur gouvernement mondial, lequel seul est susceptible d'ouvrir solidement l'"ère humaine" succédant à l'ère civilisée révolue.

• À l'Ouest, c'est exactement le même besoin d'amorcer le dépérissement de l'État qui s'exprime d'une autre manière : dans les efforts désespérés pour trouver une issue à la décomposition de la Famille privée, prise dans les chaînes de la propriété privée, situation à présent dépourvue de toute justification historique. Il n'est pas de solutions à ce problème sans l'établissement d'un "pouvoir public ayant perdu son caractère politique" (Manifeste), qui prenne par suite aisément et nécessairement en charge la procréation des hommes. Cette mesure, brisant avec la "puissance parentale" arbitraire sur les enfants, doit en même temps attaquer à la racine la "prostitution officielle et officieuse des femmes".

C'est aussi réaliser le vieux rêve civilisé de permettre l'épanouissement de la Personne pour elle-même, hors de toute considération de patrimoine familial, "le libre développement de chacun devenant la condition même du libre développement de tous" (Manifeste). Plus largement, c'est la voie de la gestion humaine de la Démographie, la régulation des naissances devenant une affaire principalement morale et non plus médicale. De même en ce qui concerne les drames actuels de l'"euthanasie" relativement aux incurables.

2- Dépérissement de l'Argent

C'est la première exigence des salariés et du peuple de l'Ouest, chez qui résident les Ploutocrates décadents et où se trouvent leurs "sièges sociaux".

• À l'Ouest, précisément, l'exigence du dépérissement de l'Argent est nécessaire pour aboutir à l'instauration du Minimum Vital Gratuit, qui casse le vieux système périmé de l'exploitation de l'homme par l'homme et constitue le premier pas dans la direction du communisme intégral.

• Le Sud, quant à lui, est loin d'être étranger à l'objectif du dépérissement de l'Argent. Au contraire, la nécessité brûlante pour le Sud d'enrayer le génocide qui y sévit donne à cet objectif une actualité intense. Le Sud est également concerné au premier chef par cette exigence, celle-ci exprimant une conscience aiguë de l'impératif écologique, autrement dit du besoin pressant d'une soumission consciente du Travail humain à la fécondité naturelle.

———————

Le Front Populaire Nord-Sud ("nord" est un autre nom pour "ouest") est véritablement la clef – et la seule – du renversement de l'ordre mondial présent de la civilisation expirante, dominé par la ploutocratie cosmopolite. À cet ordre "préhistorique" ne peut que succéder l'ordre communiste, entendu comme celui du dépérissement de l'Argent et de l'État, ayant pour base le Minimum Vital Gratuit et le Gouvernement Mondial. Cet ordre, le premier de l'histoire méritant réellement le qualificatif d'humain, sera construit conjointement par les actuels Esclaves de l'Ouest (les salariés) et les Barbares du Sud (les néo-colonisés).

Le monde antique à l'agonie a vu les "Césars" dégénérés se déchirer eux-mêmes en se portant à la tête de légions formées essentiellement de barbares que l'on avait mobilisés pour en contenir d'autres : Germains sur le Rhin, Avars sur le Danube ou Parthes en Orient. Les prétoriens actuels de la "guerre du droit" s'adonnent à quelque chose d'analogue, et cela depuis qu'est née l'idée des "tirailleurs sénégalais". Ben Bella ne fut-il pas sergent de l'armée française ? Nos prétoriens de l'Ouest décadent mobilisent à présent des armées entières du Sud contre leurs voisins : Syrie contre Irak, et ainsi de suite. Ils n'échapperont pas au sort de leurs prédécesseurs du Bas-Empire, les Honorius/Arcadius (395) et autres Romulus Augustule (476).

Quand le Wisigoth Alaric procéda au sac de Rome, en 410, le grand Saint Augustin, devant le désastre frappant la ville maîtresse du monde et protégée des dieux, n'en fut guère troublé. En tant que simple "pérégrin" dans la décadence antique, Augustin jugea que Rome était punie de ses vices, et qu'Alaric était l'envoyé de Dieu, le vengeur du christianisme.

Nous ne serons pas plus émus le jour où, au nom des peuples du Sud, les “hordes” de Harlem et du Bronx prendront possession, à Manhattan, du World Trade Center et de Wall Street.

———————

Les nouveaux et ultimes Barbares du Sud actuel se trouvent portés, en passant par les pires épreuves, aux avant-postes de la lutte qui a pour objet de tourner, pour le genre humain tout entier, la grande page de la civilisation. Venus directement du monde “primitif” auquel ils appartenaient hier encore, ils apporteront à coup sûr au mode de pensée historico-critique solidaire de la constitution de la Nation Humaine, toute la richesse de la “Sagesse traditionnelle” qui ne peut se perdre. Le péruvien José Carlos Mariatégui, côtoyait le tatar Sultan Galiev au Congrès des peuples d’orient de l’Internationale Communiste, à Bakou en 1920. À l’époque, “Moscou était un véritable bazar de la révolution pour tous les révolutionnaires d’Asie, d’Afrique et d’Amérique Latine, de toutes les races et de toutes les tendances”. Mariatégui disait que les Incas avaient fourni “le plus parfait exemple de communisme primitif, naturel” ; il ajoutait : “Quand l’Indien élaborera son propre socialisme, il le servira avec un sens de la discipline, une ténacité et une force rarement atteints par une autre nation prolétarienne”.

———————

“C’est maintenant que va être expulsé le prince de ce monde”, Bélial (Saint jean – 12, 31), c’est-à-dire la Finance.

“L’oppresseur, comment l’aiderai-je ? Le prophète répondit : en l’empêchant de faire le mal” (Hadith).

“Ainsi parle l’Éternel : Oui ! me voici en train de former un ciel nouveau et une terre nouvelle. De ce qui était auparavant, on en perdra même le souvenir. Réjouissez-vous !” (Isaïe – 65, 17-18).

“Si vous criez au mensonge, d’autres communautés ont, avant vous, crié au mensonge !
Il n’appartient à l’apôtre que de prêcher clairement la foi” (Coran : Sourate 29, 17).

———————

Annexes

L'Algérie

L'exemple de l'Algérie, à partir de 1853, montre le "retournement" de la colonisation civilisée en colonialisme barbare.

La colonisation civilisatrice

En gros, les 25 premières années de la "conquête" étaient restées dominées par l'idée de fonder "une nouvelle Amérique", exprimée par la devise de Bugeaud : "Ense et aratro" (l'épée et la charrue). En d'autres termes, l'armée et ses "bureaux arabes" ouvraient la voie à un afflux de "défricheurs" européens qui implanteraient la canne à sucre et le coton, ce qui aurait pour effet de "libérer le commerce français du tribut payé à l'étranger pour l'achat des denrées tropicales". Avec l'avantage d'"assurer la tranquillité de la Méditerranée" infestée de pirates, il y avait celui de libérer "les Maures victimes de l'oppression turque", laquelle entraînait au "fatalisme" "l'arabe dépouillé par ses maîtres et n'ayant aucun intérêt à travailler".

Ainsi l'Afrique offrait un "but : former avec les arabes une sorte d'union de famille pour en faire un nouveau peuple français", "le ressentiment du vaincu disparaissant à mesure que le bien-être s'introduira dans le gourbi et que la richesse entrera dans la maison à l'européenne". Telle était la situation en 1852, où la population du pays comprenait 2 millions d'habitants, dont 135 000 Européens, Alger groupant 20 000 habitants. Mais surtout, mis à part les 100 000 soldats et les usuriers parasites, les civils français se composaient, d'une part d'employés civils de l'armée, de spécialistes des Ponts et Chaussées, officiers de santé, négociants et professions libérales (huissiers, avocats, notaires), d'autre part d'artisans de toutes sortes et de "propriétaires" issus de déclassés de la révolution industrielle, quarantuitards survivants chassés de France, et de victimes du "2 Décembre" directement "condamnés" à l'Algérie. De plus, notons que sur 107 000 Européens en 1847, près de 60 % n'étaient pas français, mais sardes, calabrais, maltais ou espagnols. Tous ces Européens réclamaient fortement "d'introduire les lois de la France en Algérie, comme condition fondamentale de notre établissement". On les considéra longtemps comme des adeptes du socialisme (Fourier, Saint-Simon et Owen), affiliés à des sociétés secrètes, Carbonari, "échappés des barricades".

La vieille franc-maçonnerie libérale du 18ème siècle était associée à tout cela, fidèle aux Constitutions d'Anderson (1723), à l'idée que "le maçon ne sera jamais un athée stupide ni un libertin négligent", se considérant comme "la religion de toutes les religions", ou "religion naturelle" (celle du "Grand architecte de l'univers" – GAU) recueillant tout à la fois les lumières de Confucius, de Brahma, de Socrate, de Jésus et de Descartes. Ne prêchant que la "tolérance", aspirant à "confondre tous les cultes dans une seule institution, grande comme le monde", cette maçonnerie disait : *"Il faut amalgamer les Arabes, les Kabyles, les Turks, les Maures et les Chrétiens ; gouverner avec justice, respecter la religion, les mœurs, les usages et les femmes musulmanes"*. Elle pensait d'autant plus être dans la bonne voie qu'elle découvrait que *"l'islamisme, ce culte le plus*

tolérant de tous, est aussi celui qui embrasse nos principes avec le plus d'enthousiasme". Aussi proposait-on d'*"établir pour chaque atelier une succursale arabe dirigée par les F.F. indigènes et les Européens parlant la langue du pays. Seront admis les Arabes de toutes fortunes et conditions. Là, on leur apprendra la religion universelle en leur faisant prêter serment sur le Coran"* (Grande Loge Nationale – 1849, dissoute peu après par le gouvernement). Signalons enfin qu'Abd el-Kader – qui se fera initier en 1864 – avait commencé par prendre les armes contre le Dey turc, puis s'était vu accorder un large État arabe au traité de la "Tafna" (1837), Bugeaud s'engageant à fournir des approvisionnements et même des fusils à l'Émir.

La domination coloniale

La possession

Cavaignac et Napoléon III, maîtres des "rouges" à Paris, inaugurèrent le colonialisme à Alger. À la direction par l'armée d'une Algérie autonome succède le système d'une Algérie "devenue partie intégrante de la France, administrée par le ministre de l'intérieur", nommant un Gouverneur, dont *"une tradition non écrite voulait qu'il ne fût jamais un pied-noir"* (A. Home). Aux défricheurs européens cosmopolites et utopistes succèdent les "gros colons" formés en Sociétés aux immenses concessions, visant à l'exploitation en grand par le moyen d'une main-d'œuvre indigène. Toute représentation politique propre à l'Algérie est définitivement enterrée. *"Pour gouverner l'Algérie, il suffit d'un képi galonné reluisant au bout d'une trique"* (Tartarin). Les Versaillais écrasent la dernière insurrection algérienne avant celle de novembre 1954, celle du Kabyle El Mokrani. La violente loi Warnier (1873) donne l'assaut aux terres communautaires des arabes, dites en "indivision", en même temps que les gros colons ruinent les vieux "émigrés" européens pour les réengager comme fermiers. La Banque d'Algérie associée aux "sociétés" lance la Vigne qui fera la fortune des puissants. On accélère la naturalisation des Européens non français et des juifs locaux, tandis que l'indigène musulman est définitivement considéré comme un fanatique subversif. Après la famine de 1867-1868, E. About prédisait : *"Encore deux mauvaises années et cet élément poétique aura débarrassé l'Algérie"*.

La Maçonnerie, détruite en même temps que le socialisme utopique, fait l'objet d'une reconstruction basée sur quelques principes simples : instrument d'une coterie de politiciens sous contrôle policier, sous la direction du maréchal Magnan, propulsé par décret spécial de Badinguet, Grand Maître échappant à toute élection, et recevant d'un coup tous les grades le lendemain de sa promotion ; épuration soigneuse par l'imposition d'obligations financières et d'amendes qui écartent les "mal famés" et sélectionnent des frères "sans gêne et sans embarras" économique, étant entendu que "le F.M.I. donne mais ne reçoit pas" et que doivent être dénoncés les "abaisseurs" en matière de conditions de recrutement ; enfin, le nouvel Ordre, jure de porter dans le monde "le flambeau et non la torche", revendique "pour base la science la plus positive", c'est-à-dire se constitue en Église anticléricale. En 1881, on entendra le frère Viguier, grand initié scientiste, déclamer (au "Grand Orient") : *"Allons-nous faire alliance avec le surnaturel venu de la Mecque ? Les religions ne peuvent jamais aider les cerveaux à s'ouvrir à la lumière, leur œuvre*

consiste toujours à les lui fermer. Les congrégations musulmanes ne sont autre chose que des foyers de révolte politique au profit d'une théocratie qui ne veut pas mourir. La Foi dans la Raison, dans la Science, est la seule qui convienne". En 1884, le frère Pierron prêche aux Écossais réunis à Paris : *"La Maçonnerie doit être patriote. Ce n'est pas pour faire plaisir aux Arabes que nous avons pris l'Algérie, il est juste que nous soyons indemnisés. Ce sont nos colons qui ont besoin d'être protégés contre l'Arabe. L'Arabe hait le Français. L'Arabe c'est l'ennemi"…* Le frère Finet, instruit de Darwin, ajoute : *"Le faible, le vaincu est destiné à disparaître, c'est une loi de l'histoire".* La tradition colonialiste, "républicaine et laïque" s'était donnée de solides fondements…

Le dominion – l'autonomie

La domination coloniale française, fortement attachée à la formule de la Possession, même dans sa colonie "blanche" d'Algérie, dut à la fin faire face brutalement à la nécessité d'embrasser la formule dernier-cri de l'Indépendance. Ainsi, la transition par l'étape du Dominion (Autonomie) n'apparut que sous forme velléitaire à la conférence de Brazzaville de 1945, puis comme recette élaborée en catastrophe de la "Communauté" de 1958. Cette "solution" boiteuse reste liée au nom du général de Gaulle. Les "progressistes" en conclurent ceci : *"La bourgeoisie française, comme les Bourbons, "n'apprend rien et n'oublie rien", ne quittera l'Afrique qu'après une série de désastres comme Diên Biên Phu"* (Padmore – 1955).

L'obstination dans la domination coloniale directe, purement "politique", se reflétait dans la "théorie" du colonel Mangin (1909) : *"En établissant la conscription des indigènes en Algérie, on pourrait compenser en partie l'affaiblissement de nos forces métropolitaines ; mais le projet se heurte à diverses objections venant de la population européenne d'Algérie, qui craint de voir se tourner contre nous, en cas d'insurrection, les Arabes que nous aurions instruits et libérés. Par contre, nos colons algériens seraient rassurés s'ils se sentaient protégés par des régiments de tirailleurs sénégalais, en grande majorité fétichistes".*

Payée par le sang algérien, l'O.C.A.M. (Organisation Commune Africaine et Malgache) permit la mutation accélérée de l'Afrique noire, du vieil Empire à la nouvelle "Décolonisation" francophone. Le grand "catholique" Houphouët-Boigny et le poète-Académicien Senghor, gratifié de la double nationalité, optèrent avec ardeur pour la "culture" française.

En 1960 encore, de Gaulle misait sur un "Commonwealth" à la française, au nom du "mouvement d'affranchissement qui emporte les peuples de toute la terre". Par les flottements juridiques entre Fédération, Confédération, Communauté, etc., il s'agissait de se donner du temps en se ménageant une "voie moyenne" entre les intérêts acquis liés à "nos grands colonisateurs Galiéni et Lyautey" et les "fureurs anti-françaises" des partisans de l'Indépendance pure et simple.

La formule de la Communauté s'appuyait sur l'expérience antérieure de type "protectorat" du Maroc, où le Sultan était représenté à la S.D.N. par la France. Le principe en était que la Communauté préservait, au-dessus des "États membres", une instance "commune" gardant pour la métropole les décisions-clefs, celles de l'Exécutif suprême, en bref la Défense et la Monnaie.

Vis-à-vis de l'Algérie, le Général réunit contre lui les foudres des partis "extrêmes" relativement aux "intérêts français" : "traître" pour l'O.A.S. et "putschiste" pour le P.C.F. Mais cette "duplicité" même faisait de l'homme de Colombey l'homme de la situation, "l'arbitre au-dessus des partis" de la finance française, distingué par son auréole "anti-atlantiste".

Nous avions connu un autre "arbitre", en la personne de Napoléon Bonaparte, venu "mettre d'accord" Jacobins et Aristocrates, venu imposer, au profit de la masse paysanne, les acquis de 1789, sans craindre pour cela d'aller ébranler les rapports féodaux sur tout le continent. Auprès de Napoléon Bonaparte, de Gaulle fait piètre figure, celle d'un "petit-bourgeois" de l'Occident décadent qui se surpasse pour "sauver ce qui peut l'être" de la domination coloniale française, prise dans l'étau de la superpuissance néo-coloniale américaine et du Tiers-Monde incité à l'émancipation véritable par l'"esprit de Bandoeng" (1955) du "non alignement", c'est-à-dire dans la voie du pré-socialisme (aux côtés de Chou En-Lai).

L'indépendance

De même que les colonisateurs d'après 1848 enterrèrent définitivement toute idée d'assimilation/intégration, de même la coterie gaulliste ne fut jamais effleurée par l'idée de se porter à la tête des non-alignés pour organiser le pré-socialisme au Sud en alliance avec un vieux pays développé soucieux de rompre avec une "civilisation" expirante. Ceci, évidemment, aurait exigé un "Rassemblement" au-dessus des partis autre que celui s'appuyant sur les paras de Bigeard affublés d'une croix de Lorraine !

Restait donc à s'assurer le soutien massif de la masse métropolitaine, par le "referendum" rééditant le plébiscite modèle 1852, afin de faire pièce à "l'Algérie de papa", celle des vignobles de Borgeaud et de l'armateur Schiaffano. Le "pouvoir personnel" avait à réussir l'opération délicate consistant à trancher en faveur du "Sahara" des pétroliers, la cause du technocrate Delouvrier, directeur de la section financière de la C.E.C.A. à Luxembourg, capable tout à la fois de briser impitoyablement les "généraux félons" et de déchaîner la torture chez les "rebelles".

Reconnaissons que la tâche de "décolonisation" pour le compte exclusif de la finance française n'était pas facile, vus *"les regards envieux des tout-puissants intérêts pétroliers américains en Algérie"* (A. Horne). En effet, dès l'origine eurent lieu de façon occulte des "ventes d'armes britanniques et américaines" au F.L.N. Ensuite en 1957, Kennedy se prononce ouvertement au Sénat en faveur de "la personnalité indépendante de l'Algérie" et les U.S.A. "s'abstiennent" désormais d'appuyer la France à l'O.N.U. Le gâteau de la "décolonisation" était tel que la C.I.A. en vint à tenir un second fer au feu pour la Grande Démocratie. Ce fut le complot final de livraison simultanée d'armes à l'O.A.S., dans l'éventualité d'*"un État indépendant dominé par les pieds-noirs, sur le modèle rhodésien. En échange, Salan devait céder des bases militaires et un accès préférentiel au pétrole saharien"* (A. Home).

La “décolonisation”, finalement, se fit dans la “paix des braves”. Mais tous n’étaient plus là pour la célébrer ! Nos “p’tits gars” avaient en effet réussi, au cours de cette “guerre non-déclarée” (1954-1962), à massacrer 1,5 millions des 9 millions d’Algériens, soit 16 % de la population “indigène”. La Pologne, suite à la guerre hitlérienne, ne perdit que 14 % de sa population (5,5 millions sur 40 millions)…

Vive la République ! Vive la France !

———————

Le Libéria et la dictature du Dollar

L'espèce de vocation de la "Démocratie Américaine" pour le néo-colonialisme ressort de l'exemple amer du Libéria, décrit magistralement par Padmore.

———————

Inspirés par les abolitionnistes britanniques dans la libération des "noirs indigents" d'Angleterre et des affranchis du Nouveau Monde, les Quakers (Société des Amis) américains décidèrent eux aussi de fonder une "Patrie nationale" sur la côte d'Afrique pour les 20 000 Noirs libres des États-Unis, sur le million de population qu'ils représentaient en 1800.

L'inspiration venait de l'expérience commencée en 1787 en Sierra-Leone et où, à la suite des missionnaires protestants allemands, les Méthodistes Wesléyens se dévouaient depuis 1811.

L'initiative privée de la Société Américaine de Colonisation, créée en 1817 sous la présidence du frère de G. Washington, donnait forme aux propres efforts, développés depuis 1811, de l'éminent Noir libre Paul Cuffe, lui-même affilié à la Société des Amis. La Société obtint une charte du gouvernement américain en 1819.

Après de laborieux achats de terre successifs et de multiples obstacles surmontés, l'initiative aboutit enfin à la Déclaration d'Indépendance du Libéria en 1847. La république se donnait Monrovia pour capitale, en hommage à James Monroe. Douze Représentants de trois ou quatre agglomérations qui réunissaient 3000 Américains ayant effectué le "Retour", pouvaient rêver qu'ils initiaient la Modernisation des peuples de couleur jusque-là semi-barbares.

Tous les espoirs semblaient en effet permis. Peu auparavant, l'Amérique latine était agitée par les "libérateurs" Simon Bolivar et San Martin, qui avaient fait leur jonction en 1821. En 1822, la Grèce proclamait son indépendance. Varsovie s'insurgeait en 1830. Le drapeau tricolore était rétabli en France. La "Jeune Europe" était fondée en 1834. En 1831, Méhémet-Ali triomphait à Konieh et libérait l'Égypte.

En 1834, les autorités britanniques proclamaient l'abolition totale de l'esclavage dans l'ensemble de leurs établissements ; ceci mena d'ailleurs directement à la Guerre de Sécession aux U.S.A., où l'esclavage dut être aboli en 1863.

La Sainte Alliance féodale du Tsar et de l'Autriche se décompose et l'esprit de 1789 anime une nouvelle poussée libérale. D'ailleurs, l'année qui suit l'Indépendance du Libéria, en 1848, la Révolution constitutionnaliste et "démocratique et sociale" embrase l'Europe, touchant Paris, Francfort, Vienne, la Bohème, Milan et Venise ; s'y illustrent Kossuth, Garibaldi et Mazzini.

———————

Hélas, l'apparition des "Rouges" sur les barricades parisiennes sonne le glas du libéralisme. Le spectre des "Partageux" effraie la bourgeoisie moderne. L'ère des Philanthropes s'achève irréversiblement. L'aristocratie de l'Argent prend le relais de celle de la Naissance, de la féodalité expirante à Moscou, Vienne et Constantinople pour prendre en main la cause de l'"Ordre".

Londres et Paris, bientôt rejoints par Washington, choisirent de jouer, contre le libéralisme périmé, la carte des despotes féodaux. La réaction de tous les âges trouvait sa direction dans la réaction "moderne" de l'Europe placée sous le signe de la féodalité financière. De plus, la Finance européenne voyait dans la domination coloniale la "solution" à la domination du salariat dans les métropoles. Enfin, en même temps que les Puissances lorgnaient sur les Empires Ruraux qu'elles poussaient à la corruption accélérée, elles veillaient à s'armer puissamment les uns contre les autres.

Ceci mena les ogres européens aux "alliances" sournoises avec le Tsar Romanov et le Sultan Mehmed, complétées bientôt par celle avec le Fils du Ciel Puyi. On ne négligea pas de miser sur la survie du Vatican, le général Oudinot (1849) prenant sous sa protection le "successeur infaillible du prince des Apôtres, gérant du patrimoine de Pierre", animateur des Zouaves Pontificaux et auteur du Syllabus (1864).

Cependant, l'Allemagne bismarkienne et le Japon de la "constitution Meiji" (2ème époque) assimilèrent de manière accélérée les nouvelles règles du jeu. Ils entreprirent de régler par eux-mêmes le problème féodal, en vue de se tailler une place au soleil dans le nouvel univers de la Finance. La fusion avec des débris féodaux se fit, dans le premier cas, à la manière "jünker" prussien, se subordonnant la "tradition" du Saint Empire des Habsbourg ; dans le second cas, à la manière "samouraï", en préservant la tradition impériale de Taisho.

Sur le plan de l'offensive proprement coloniale, la fameuse exigence cynique de la "porte ouverte" fut inaugurée par quelques événements spectaculaires à la gloire des "civilisateurs" : en 1856, le "Traité de Paris" livrait la Sublime Porte entre les griffes du capital européen ; en 1857, le sinistre Campbell matait l'insurrection des Cipayes en Inde ; en 1860, les canonnières franco-anglaises perpétraient le "sac du palais d'Été" de Pékin.

L'heure était venue de la grande curée colonialiste, et "l'exemple du Libéria était un mauvais exemple pour les Africains qui vivaient sous la domination blanche".

Les U.S.A. se gardèrent, jusqu'à la Guerre Civile, de reconnaître officiellement la jeune République du Libéria, unique en son genre, de crainte d'avoir à accueillir à Washington un diplomate de race noire.

Enserré entre les Possessions coloniales de la France et de l'Angleterre, le pays souffrit bientôt des déprédations de ces derniers dont l'expansionnisme n'avait plus de frein.

Le point clef est que, dès les tous premiers jours de l'Indépendance, le Libéria fut contraint de vivre d'argent emprunté. La dette nationale, associée à la corruption locale, le scandale éclate en 1871 : 27 % seulement du premier prêt des banques de Londres sont effectivement parvenus au Trésor de la République.

En 1884, le partage territorial de la planète approchant de sa fin – les vieux Empires Ruraux en putréfaction mis à part – la "Conférence de Berlin" invite les Puissances à se

ménager mutuellement face aux “barbares”, à régler pacifiquement, pour quelque temps encore, leurs appétits impérialistes respectifs.

La charge financière du Libéria mena à un deuxième emprunt en 1912, exigé pour régler la dette antérieure. Cette fois, le gouvernement libérien était directement escroqué par les opérateurs britanniques. En échange, la République consentait à confier la perception des recettes douanières à un Receveur nommé par les U.S.A.

Comme auparavant, le Libéria recevait en fait très peu d’argent, la majeure partie des titres étant émis pour payer les créanciers. Après avoir acquitté les dettes les plus criantes, le Libéria se trouvait dans une situation plus mauvaise que jamais. Au lieu d’aider au progrès économique et social, chaque prêt enfonçait le pays, le livrait à la finance internationale : les Morgan, City Bank, Fleming, Warburg, Hope, Paribas.

La première Guerre Mondiale éclata. En 1917, sous l’“influence” des U.S.A., le Libéria déclara la guerre à l’Allemagne. Cet engagement entraîna le Libéria dans une situation désespérée. Mais, malgré des appels réitérés, l’Amérique interrompit l’aide financière. En 1919, après beaucoup de marchandages, le gouvernement américain approuva un prêt de 5 millions de dollars. En retour du prêt, le Libéria devait consentir :

• à livrer au contrôle du Receveur américain, non seulement la douane, mais aussi les recettes intérieures du Budget ;

• à confier à un Commissariat désigné par le Président des États-Unis le gouvernement des tribus indigènes de l’intérieur ;

• le Receveur approuverait le Budget avant transmission au Parlement national ;

• il aurait le pouvoir de ventiler les recettes de la République : en priorité les intérêts du prêt et les dépenses administratives ; le solde réparti en deux moitiés, l’une affectée au programme d’enseignement et de travaux publics réclamant le consentement du Receveur, l’autre à la discrétion de la République ;

• la République s’interdisait de consentir aucune concession étrangère sans accord préalable des Américains.

Ainsi le Département d’État des États-Unis imposait au Libéria une dictature du dollar. Cependant, l’indignation populaire interdit au gouvernement de s’incliner devant de telles conditions.

Mais que faire ? De fait, le pauvre Libéria dut passer sous les fourches caudines de la finance “libérale”. Ce que les Américains ne purent imposer par la voie ouverte des exigences de leur gouvernement, ils le réalisèrent par la voie oblique de l’entreprise privée, déguisée en capitalisme “philanthropique”. Après la guerre, l’Amérique se trouvait aux prises avec le monopole britannique du caoutchouc. Firestone apparut sur la scène libérienne. Monsieur Harvey Firestone réussit à obtenir que le Libéria acceptât les conditions mêmes du gouvernement américain, auparavant rejetées.

Le Libéria était pris entre deux feux : l’impérialisme économique des Américains et l’impérialisme politique des Européens. La France voulait incorporer la région de Zinta à sa colonie de Côte d’Ivoire. Pour obtenir l’aide américaine contre la France, le gouvernement libérien dut accorder une vaste concession de plantations de caoutchouc à Firestone. L’accord Firestone fut signé en 1926 : 500 000 hectares étaient cédés, en échange d’un prêt… dont la moitié n’était pas versée en 1945.

Encore une fois, l'argent reçu fut employé à liquider la dette antérieure, l'emprunt de 1912, outre les frais d'une réforme administrative effectuée avec l'aide d'un conseiller… américain. Firestone imposa un Conseiller financier, seul responsable de l'usage des fonds publics. On fut contraint de se féliciter de ce que Firestone épargnait juste à temps au Libéria le sort d'être placé sous la tutelle de la S.D.N.

Ce n'est pas tout. Le Libéria dut s'engager à fournir, de manière planifiée, la main-d'œuvre exigée par les plantations. On s'engagea à effectuer des réquisitions, au moyen de commissaires de districts, qui répartissaient des contingents parmi les chefs de villages. Firestone payait 0,01 dollar par garçon recruté et par jour aux chefs, et autant au gouvernement. Avant la deuxième Guerre Mondiale, le Libéria, trop pauvre pour entretenir des missions diplomatiques, était représenté à Londres et d'autres capitales par des blancs, qui agissaient à titre honoraire comme ministres et Consuls.

En 1954, la société Goodrich obtint à son tour une concession de 300 000 hectares…

Le triste exemple du Libéria, né d'un grand rêve humanitaire, peut nous servir de type de la technique néo-coloniale à l'américaine. À l'abri d'une fiction révoltante de souveraineté locale, la seule pression financière spontanée obtient l'exploitation coloniale la plus inexorable, brutale et systématique. Et le vampire Uncle Sam, armé du seul dollar, devant le corps exsangue de la communauté "retardée" à qui il a consenti d'accorder son "assistance financière", peut s'offrir le luxe de prononcer la parole funèbre de Ponce Pilate : *"je suis innocent du sang de ce juste"*.

Sionisme

Judaïsme

La **Grande Révolution** apporta le "décret d'émancipation" (1791). Alors, tous les espoirs devenaient permis. De fait, Portalis réaffirma : *"La religion juive doit participer comme les autres à la liberté"* (1802).

On n'en resta pas là. Napoléon Bonaparte, "qui ne plaisantait pas" (Talleyrand) en vint à prendre le taureau par les cornes :

• 1806 : "Il faut assembler les États-Généraux des Juifs" ;

• 1807 : Constitution du "Grand Sanhédrin", composé des rabbins les plus éminents de France, Italie et Hollande. C'était la restauration du conseil suprême des anciens Hébreux, dispersé depuis Titus (1800 ans !).

Le miracle se produisit. L'"Assemblée des gens assis", les "71" présidés par le "Nassi", se réunit. Le chef des "Docteurs et Notables d'Israël" (David Sintzheim) ne put retenir son enthousiasme : *"L'Arche est dans le port… O Israël, sèche tes larmes, ton Dieu vient renouveler son alliance… Grâces soient rendues au Héros (l'Empereur) à jamais célèbre…, image sensible de la Divinité… Ministre de la justice éternelle, tous les hommes sont égaux devant lui"* (J. Lémann – 1894).

Voilà comment Napoléon Bonaparte devint le Messie tant attendu, avec dispense spéciale d'appartenir à la "maison" de David. L'Aigle, le "Washington couronné" (Mémorial), méritait bien cela…

Racisme

Quel désenchantement devait s'ensuivre de la putréfaction philosophique postérieure à 1850 ! Certes, le "peuple maudit" n'allait pas en être la seule victime, loin de là. La décadence générale n'a pas amené les catholiques à réclamer un "Refuge" (Nachtasyl) à Rome : ils se contentèrent d'agiter le drapeau ultramontain. Les prolétaires, de leur côté, pourtant seuls à se trouver tout à fait "sans patrie", ne purent s'offrir le luxe de revendiquer une "Terre", autrement dit un "espace vital"… Les juifs, au contraire, finirent par s'engouffrer dans le tunnel du "sionisme politique".

A. de Gobineau sort son "Inégalité des Races" en 1853. La vague antisémite se déchaîne après 1881, au moment même où des partis marxistes se créent de tous côtés. Cependant, un siècle après la Bastille, la société "libérale" et "éclairée" se débat dans la vase de l'affaire Dreyfus. Alors, en 1895, Théodore Herzl fait paraître "Der Judenstaat", le manifeste du sionisme dans sa version coloniale.

Dès sa naissance, le sionisme fut une riposte réactionnaire à la crise aiguë frappant toute la civilisation. Mais c'était avouer que le "problème juif" n'était qu'un "problème d'Occident" (Abdallah Laroui), dont les Arabes en général, et les Palestiniens en particulier, sont tout à fait innocents !

Au départ, l'enjeu du sionisme était le suivant : d'un côté la rivalité arrivant à son paroxysme entre l'Empire des Rothschild et le Reich de Guillaume II ; de l'autre côté, la décrépitude complète de la Russie des tsars, terre des pogroms modernes, et l'agonie du Sultanat ottoman, proie la plus convoitée par les "démocraties".

Les Juifs dans leur "foi" d'un autre âge, se firent assez aisément les otages de ces manœuvres impérialistes d'envergure. Il y a un paradoxe, cependant, et d'importance : ce furent des juifs issus de l'assimilationnisme européen, des déracinés de la Synagogue, d'un agnosticisme prononcé, qui prirent en main l'opération sioniste ! Ceux-ci faisaient bon marché de la langue morte des Hébreux. Et ils se montraient ouverts à toute forme d'aventure coloniale : aussi bien à Chypre, en Ouganda, en Argentine… qu'en Palestine ! (I. Cohen – 1945). La résistance à ce qu'on appelait le sionisme "politique", pour le distinguer du sionisme "spirituel" seul en vigueur jusque-là, était puissante au début. Curieusement, cette résistance venait des rabbins et de la foule des Juifs pieux. Ceux-ci dénonçaient l'opération coloniale en vue comme une violation de la "doctrine messianique", en même temps qu'une flétrissure à leur loyauté de citoyens patriotes appartenant à des pays modernes. Ahad ha-'am faisait aussi remarquer, sans succès, que la Palestine n'était pas un territoire vide… (1891).

———————

Sionisme

Mais, sans qu'on le sache encore, la cause était entendue. L'Occident impérialiste avait trop besoin d'"États-tampons", destinés à protéger Suez et à endiguer bientôt le péril "bolcheviste". En 1933, la jeunesse dorée juive-polonaise paradait en uniformes bruns, chantant : *"L'Allemagne à Hitler ! L'Italie à Mussolini ! La Palestine à nous !"* (Temps Modernes, n° 253 bis – 1967 – p. 52).

L'idée anglaise (le Koweït en est une autre), ce sont les Américains qui finissent par l'imposer, à la faveur de l'Holocauste. L'armée secrète de l'Agence juive, la Haganah, et l'Irgoun dirigée par Menahem Begin, se proposent tout simplement de vider la Palestine, pour y loger les "rescapés des camps de la mort". On inaugure cela par le bain de sang de Deir Yassin (le 10 avril 1948).

L'État sioniste est fondé. C'est la monstruosité politique d'un État sans nation ; une colonie de peuplement établie en pleine seconde moitié du 20ème siècle, porte-avion de la Standard Oil, placé sous la protection d'une administration raciste et théocratique.

———————

Leçons

1- C'est la "Démocratie" expirante qui a accouché du nazisme. Malgré tous ses efforts pour s'avancer masquée, elle ne peut que ré-engendrer sans cesse le racisme. Si les successeurs de McCarthy, d'Hiroshima et du Vietnam, veulent nous en imposer avec les "crimes nazis" pour nous faire avaler le sionisme, nous leur réservons toute prête la réplique de nos vieux paysans : "Le Diable chante la grand'messe !"

2- Le sionisme est une aventure diabolique dans laquelle le Judaïsme s'est trouvé malheureusement entraîné. Elle mène à une catastrophe bien pire que l'Exil à Babylone et la destruction du Temple par les Romains. Cette fois, c'est le gros des Juifs eux-mêmes qui se sont faits les artisans du nouvel "Exil à Tel Aviv". Ce faisant, ils ont forgé l'Idole de l'État d'Israël, assassinant l'idée du Messie.

• Qui doit se lamenter si l'on entend, de nouveau, retentir le cri des pogroms du Moyen Âge : *"Hep ! Hep !"* (Hierosolyma Est Perdita) ?

• Est-il encore temps d'espérer, pour que le sionisme ne puisse donner le coup de grâce au Judaïsme, qu'un nouvel Élie se lève chez les juifs et maudisse l'État d'Israël en criant : *"Saisissez-vous des prophètes de Baal et que pas un n'échappe !"*. La Bible, quant à elle, poursuit : *"On les saisit ; Élie les fit descendre dans la vallée de Kichôn et les égorgea"* (I Rois 18, 40).

———————

Table

Le Sud

Exergue 2
Introduction : le Sud et l'Ouest 3

A – Les deux colonisations

I – Colonisation civilisatrice moderne (1540-1860) 7
II – Domination colonialiste contemporaine (1850-19…) 10

B – Les nations-prolétaires

I – "L'impérialisme de mendiants" 17
II – Le "ménage collectif" 19
III – La bourgeoisie nationale 28
IV – L'immigration 31
V – Les problèmes : d'identité, de développement et d'horizon 36
VI – L'impasse 49

C – Reconquête

I – Quatre étapes 52
II – Deux méthodes 56
III – Moralité 58

— Conclusion —

Les "Barbares" 61

— Annexes —

I – L'Algérie 68
II – Le Libéria et la dictature du Dollar 73
III – Sionisme 77